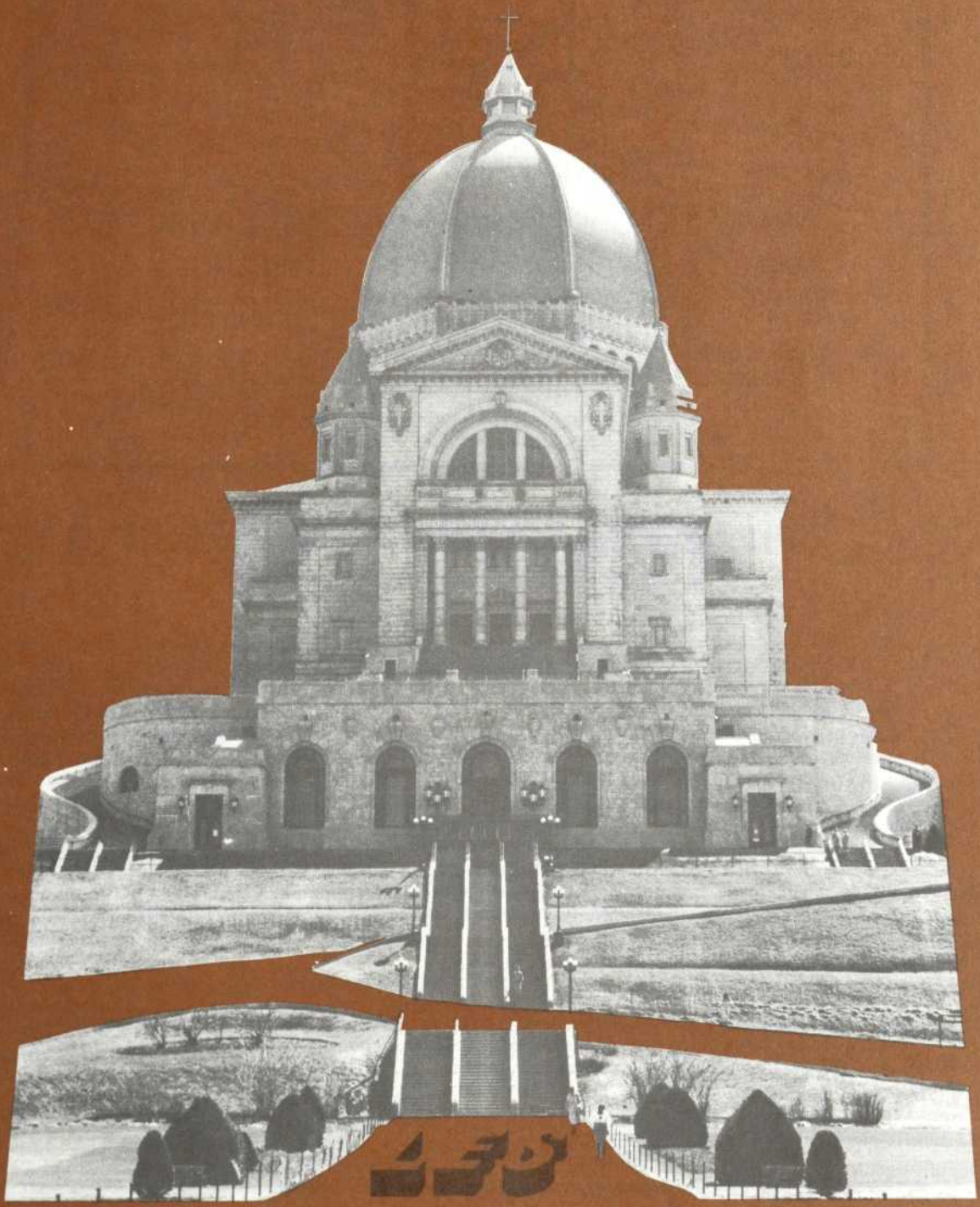


# relations

mai 1986 2,50 \$ no 520

**LES MOUVEMENTS FÉMINISTES  
ÉCOLE ET CULTURES**



תחנת הרכבת  
המרכז  
המרכז

J'ai une dévotion particulière au mystère de l'Ascension. Non, je n'ai pas été l'objet de grâces mystiques ou de révélations privées; et je ne tiens pas non plus à baptiser mon goût des voyages en avion. Ce serait plutôt, je pense bien, un trait de famille. De famille spirituelle.

Dans l'autobiographie d'Ignace de Loyola, on lit que vers la fin de son pèlerinage en Terre Sainte, il tint à retourner par deux fois à la colline de l'Ascension, où l'on vénérât les empreintes du Seigneur, afin de bien réaliser de quel côté regardait le Christ au moment de quitter la terre.

Le pèlerin du XVI<sup>e</sup> siècle avait compris que Jésus ressuscité nous "avise", nous autres, ici-bas. Comme l'avait bien vu déjà l'auteur des Actes des Apôtres, qui envoie des anges rappeler aux disciples qu'il y a du travail à faire: hommes de Galilée, pourquoi rester plantés là le nez en l'air? Ce n'est pas en l'air que ça se passe...

Le numéro que nous vous proposons, ce mois-ci, voudrait poursuivre et concrétiser cette directive: vivre la foi, oui, mais les deux pieds sur terre. Le monde qui est le nôtre nous inciterait plutôt à rompre cette tension: ou bien vous choisissez de prendre la terre au sérieux, ou bien vous jouez la carte religieuse.

Mais trop souvent, me semble-t-il, matérialisme et consommation nous abrutissent, littéralement. L'évasion dans le sentiment religieux ne fait pas mieux: qui veut faire l'ange fait la bête.

Le nationalisme, la défense de l'environnement, le partage du pouvoir, l'engagement social ne relèguent pas la foi au second plan. Ils nous aident à l'incarner, comme elle nous aide à les vivre.

À condition d'accepter de vivre la tension.

À condition de retourner voir de quel côté regardait le Christ, au matin de l'Ascension.

Albert Beaudry

# relations

revue du mois publiée par le Centre justice et foi, sous la responsabilité d'un groupe de membres de la Compagnie de Jésus.

DIRECTEUR  
Albert Beaudry

SECRÉTAIRE À LA RÉDACTION  
Fernand Jutras

COMITÉ DE RÉDACTION  
Ginette Boyer, Julien Harvey,  
Karl Lévêque, Roger Marcotte,  
Guy Paiement, Francine Tardif,  
Gisèle Turcot.

COLLABORATEURS  
Renaud Bernardin, Raymond Bertin,  
Michel M. Campbell, Richard Dubois,  
Yves Lever, Annine Parent-Fortin,  
Jean Picher, Jacques Racine,  
Jean-Pierre Richard, Maryse Robert,  
Jean-Paul Rouleau.

BUREAUX  
8100, boul. St-Laurent  
Montréal H2P 2L9  
tél.: (514) 387-2541

ABONNEMENTS  
Sophie Desmarais  
Prix de l'abonnement:  
16,00\$ par an  
(10 numéros)

CONCEPTION GRAPHIQUE  
Anne Chérix

Les articles de Relations sont répertoriés dans *Point de repère*, dans le *Canadian Periodical Index*, publication de l'Association canadienne des bibliothèques, et dans le *Répertoire canadien sur l'éducation*. Dépôt légal, Bibliothèque nationale du Québec.

ISSN 0034-3781

On peut se procurer le microfilm des années complètes de Relations en s'adressant à *University Microfilm*, Ann Arbor Michigan 48106 USA.

Courrier de la deuxième classe. Enregistrement no 0143.

# face à l'actualité

Un an après le jugement Singh □ Quand l'Espagne rattrape l'Europe □ La commission Forget □ Qui a tué l'État-providence? □ Les familles face à l'urbanisation: de nouveaux modèles.

## LES RÉFUGIÉS ATTENDENT

« Combien de temps encore? » « Hasta quando? » « How much longer? » C'est l'angoissante question qui a résonné dans la plupart des grandes villes du Canada, le 4 avril dernier, Journée nationale des réfugiés.

À l'heure actuelle, on dénombre au Canada 20 000 requérants, aspirant au statut de réfugiés; cette journée leur donnait l'occasion de rappeler leur sort incertain à la population canadienne. Ces personnes vivent, depuis plusieurs années, dans l'attente d'une réponse du gouvernement fédéral. Souvent forcées de fuir leur pays parce que leur vie ou leur liberté y était menacée, elles se sont heurtées ici aux obstacles d'une procédure inadéquate. En pratique, cela signifie qu'elles sont obligées de vivre séparées de leur famille et dans la crainte que leurs proches ne soient victimes de représailles et de violence dans leur pays d'origine.

Le 4 avril 1985, la Cour suprême du Canada statuait que notre Charte des droits et libertés ne s'applique pas seulement aux citoyens canadiens et aux immigrants reçus mais également aux personnes qui ont cherché refuge en ce pays. Dans cette perspective, une partie importante du processus actuel de reconnaissance du statut de réfugié a été déclarée non conforme aux règles de justice fondamentales enchassées dans la Charte canadienne, et une partie de la Loi de l'immigration a été jugée inconstitutionnelle parce qu'elle refusait aux requérants une audition juste et équitable de leur cause.

Un an après le jugement de la plus haute cour du Canada, le gouvernement n'a toujours pas remédié à cette situation. Or il ne s'agit pas seulement ici de procédure; il s'agit d'humanité.

En continuant de temporiser, le gouvernement canadien enfreint la Déclaration universelle des droits de l'homme et la Convention de Genève relative au statut de réfugié. Comme le soulignait l'an dernier le rabbin Gunther Plaut, « le processus de reconnaissance du statut de réfugié doit être vu et conçu comme un geste d'accueil ». C'est dire qu'il doit exprimer nos convictions collectives en matière de dignité de la personne: « il doit toujours être le reflet de nos gestes spontanés et de nos obligations à caractère humanitaire, et à l'affût de toute tentative visant à lui imposer d'autres considérations ».

En conférence de presse, à Montréal, les organismes d'appui aux réfugiés ont demandé à Ottawa d'agir dans les plus brefs délais, d'abord pour mettre en place un nouveau système d'accueil des requérants, qui soit conforme aux exigences de la Cour suprême, et ensuite pour régulariser au plus tôt la situation des 20 000 personnes qui attendent encore le statut de résidents permanents.

À l'heure qu'il est, cette pression s'impose. Car au moment où la Coalition travaille à promouvoir une politique vraiment humanitaire envers les réfugiés, le Rapport Nielsen manifeste une attitude et des orientations fort peu rassurantes pour l'avenir. On lit en effet dans ce document qu'au moment où les Égli-

ses, les services juridiques et les organismes d'appui aux réfugiés pratiquent un lobbying très bien organisé, l'opinion publique canadienne s'opposerait à la venue de réfugiés aussi longtemps que de nombreux Canadiens se trouveront réduits à bénéficier de l'assurance-chômage ou de l'aide sociale.

Aucun sondage scientifique n'a été réalisé, à notre connaissance, pour évaluer l'opinion des Canadiens sur l'accueil des réfugiés. Par ailleurs, qualifier de lobbying l'action des intervenants auprès des réfugiés est pour le moins étonnant, surtout quand on sait que c'est le gouvernement lui-même qui multiplie les rencontres et les consultations auprès des organismes d'appui. Au fond, ce que le Rapport semble suggérer, c'est

qu'on ne fasse appel aux organismes privés que pour faciliter l'installation des réfugiés. On oublie simplement qu'il est impossible d'accueillir les nouveaux arrivants sans se préoccuper de la défense de leurs droits.

Dans cette optique, la Ligue des droits et libertés a préparé un excellent dossier, *Le Canada et les réfugiés: une question de justice*. Cet outil d'information et d'éducation, disponible à la Ligue (514-527-8551) éclaire les démarches entreprises pour amener le gouvernement canadien à reconnaître pratiquement les droits des réfugiés. ■

Thérèse Benguerel

## L'ESPAGNE SANS SA CHEMISE BLANCHE

Non, l'Espagne n'était pas un pays comme les autres. Cela durait depuis des années. Elle était en réserve de l'Occident. Les franquistes disaient que c'était de plein gré, les démocrates occidentaux disaient que c'était de force. Ce dialogue de sourds a duré 40 ans.

Franco avait élevé entre son pays et le monde une muraille plus haute que les Pyrénées mais la «pureté chrétienne et occidentale» de cette Espagne ombrageuse et décyclée n'était qu'apparente. Ce que la censure pouvait interdire, les touristes l'apportaient à pleines valises. Les étrangères sur les plages montraient aux Espagnols une Europe dans un maillot de plus en plus étroit et pourtant c'était l'Espagne qui se rendait compte qu'elle était nue.

Durant les dernières années du franquisme, l'Espagne savait qu'elle était en retard et que ce qu'il lui fallait rattraper s'appelaient l'Europe, industrielle et communautaire, laïque et démocratique. Le référendum du 12 mars sur le maintien du pays dans l'Alliance atlantique n'a été que le dernier acte de la libre intégration de l'Espagne au monde contemporain.

Lorsque Franco mourut, le 20 novembre 1975, l'Europe moderne avait déjà investi l'Espagne. C'est ce qui explique que rien ne fut plus rapide que ce que les Espagnols appellent avec insistance la «transition». Leur insistance s'explique par la crainte qui était dans tous les esprits que «ça recommence», que chacune des deux Espagnes ne se dresse contre l'autre, comme en 1936, que l'Espagne «éternelle» ne soit une fois de plus condamnée à une épuisante *reconquista*. Une dizaine d'années après la mort du Caudillo, l'Espagne a montré qu'elle a changé.

Le prince qui avait été désigné par Franco pour assurer la suite des choses après sa mort fit en douceur à peu près le contraire de ce qu'on attendait de lui; Juan Carlos devint un monarque constitutionnel. Qui plus est, la famille royale de Madrid a su créer autour d'elle cette «image» de classe moyenne supérieure qui assure le succès de celle de Londres. Juan Carlos a enlevé à l'Espagne la chemise blanche empesée que Franco lui avait imposée, une Espagne pauvre mais digne, nourrie de maïs et de sardines pendant une génération. Le roi fait de la voile avec son fils Felipe et l'Espagne qui a signé le dernier acte de son intégration à l'Europe porte aujourd'hui un polo de couleur.

Elle est désormais en montre au musée, cette Espagne enfermée dans son folklore que le tourisme espagnol faisait passer pour une *semana santa* qui ne finit jamais. Le roi, l'Église,

les partis politiques et les forces armées ont passé les étapes en marchant sur le bout des pieds. La nuit qui suivit le coup d'État du colonel Tejero aux Cortès — le premier de l'histoire à être présenté en direct à la télévision —, le roi donna un certain nombre de coups de téléphone et le lendemain, le colonel fidèle au passé se retrouva presque seul et en prison. Ce fut un exemple clair pour ceux des militaires que tentait l'idée du coup d'État.

L'opération «intégration» a comporté plusieurs étapes: le Sahara espagnol fut abandonné; les langues régionales furent reconnues comme langues nationales (catalan, basque, galicien); les régions reçurent leur part d'autonomie; le parti communiste fut légalisé, les syndicats reconnus, la censure supprimée. L'Espagne cessait petit à petit mais rapidement de vivre contre elle-même et décidait de vivre avec les autres.

Il reste certes les terroristes basques de l'ETA mais des Basques disent non au reste de la Péninsule depuis la conquête romaine. Un jour, Madrid finira par leur demander pourquoi et ce seront peut-être les Basques eux-mêmes qui seront les plus embarrassés.

C'est donc cette Espagne du quotidien qui a dit oui au référendum du 12 mars. Curieuse histoire que ce référendum. Felipe Gonzalez du Parti socialiste ouvrier espagnol (PSOE), qui a recueilli 46 pour cent des voix aux élections législatives du 28 octobre 1982, avait promis un référendum au peuple espagnol pour sortir le pays de l'OTAN. N'était-ce pas la droite qui avait fait entrer l'Espagne dans l'Alliance atlantique?

Le temps et le pouvoir eurent raison des déterminations socialistes. La durée d'un mandat a suffi pour faire passer la majorité (indiquée par les sondages) de 52-53 pour cent contre l'OTAN à 53 pour cent pour le maintien de l'Espagne dans l'OTAN. Dans leurs efforts passionnés pour être admis dans l'Europe communautaire, les Espagnols se sont rendu compte qu'ils ne pouvaient devenir le douzième partenaire européen sans participer pleinement à la défense de l'Europe.

Décidément, l'Espagne a retiré la chemise blanche du franquisme. Elle porte désormais un polo rouge, de ce rouge délavé des vêtements du quotidien qu'on lave à la machine, ceux du socialisme démocratique. ■

Jean-Pierre Richard

# L'ASSURANCE-CHÔMAGE EN RÉVISION

**m**ême après avoir constaté que "le chômage est structurel et à long terme... et qu'il a beaucoup moins tendance à se résorber", la Commission d'enquête sur le régime d'assurance-chômage (Commission Forget) invite le public à se transformer en psychologue enquêteur.

À la première page du "Document pour la participation du public" nous lisons en effet: "Ce que nous voulons connaître, c'est votre opinion réfléchie sur les comportements des individus, des entreprises et des gouvernements, et sur la façon dont l'assurance-chômage influence ou même détermine ces comportements." Belle contradiction héritée de la Commission MacDonald qui laisse entendre que le régime actuel d'assurance-chômage encourage entrepreneurs et travailleurs à choisir volontairement le chômage comme moyen de tirer parti du système économique canadien.

Des interlocuteurs ont flairé le piège et se sont fait sentinelles au profit de groupes particulièrement vulnérables au chômage. Ainsi la Fédération des femmes du Québec et le Conseil consultatif canadien sur la situation de la femme plaident nettement en faveur du maintien d'un régime d'assurance sociale, à l'heure où beaucoup seraient tentés de le transformer en régime d'assistance, assujetti à l'évaluation des besoins et au niveau du revenu familial.

La vigilance s'impose d'autant plus que l'on cherche par tous les moyens à sortir du régime le plus grand nombre de prestataires: que les jeunes chômeurs et chômeuses aillent au recyclage professionnel, qui deviendra à charge des programmes de formation; que l'on resserre les conditions d'assurabilité de certains emplois ainsi que les critères d'admissibilité aux prestations, et une bonne proportion des femmes, qui sont déjà à

70% des travailleuses à temps partiel, ne pourront plus toucher au 60% des prestations pour remplacer des revenus déjà trop minces; que l'on continue d'exclure du régime les femmes collaboratrices de leur mari dans l'entreprise familiale et que soient administrées séparément les allocations de maternité et de parenté (en cas d'adoption), et tout le monde comprendra que travail et famille se conjuguent plutôt mal par les temps qui courent.

Des 5,4 millions qui se trouvaient en 1981 parmi la population active, les femmes se retrouveraient ainsi de moins en moins nombreuses à bénéficier de leur part de l'économie nationale. Sans compter que les gouvernements vont décourager les femmes qui avancent en âge de retourner sur le marché du travail, après avoir élevé leurs enfants, parce qu'il a besoin de leur bénévolat pour prendre soin des personnes âgées et malades à domicile.

Faire la sentinelle devant la Commission Forget, c'est prendre l'attitude du psalmiste qui comme un veilleur attend l'aurore et l'appui divin... Sous le couvert de la révision de l'assurance-chômage, c'est la valeur du travail humain qu'on remet en cause, et les modalités de remplacement du revenu lorsque manquent les alternatives à l'emploi. Nous voulons croire que, par-delà les plaidoyers du libéralisme ambiant, les commissaires entendront aussi la voix des sentinelles qui insistent sur l'importance d'inscrire, dans un régime comme celui de l'assurance-chômage, l'interdépendance des travailleurs et leur solidarité aux heures plus difficiles comme étant des facteurs de progrès social. ■

Gisèle Turcot

## QUI A TUÉ L'ÉTAT-PROVIDENCE?

**e**d Broadbent, l'indispensable chef du NPD, avait créé, il y a une dizaine d'années, l'expression de «corporate bums», qu'il faut bien traduire par «clochards incorporés». Il désignait de cette manière tous les bénéficiaires des programmes d'aide gouvernementale à l'industrie.

La preuve qu'il avait raison de protester vient d'être faite, de façon plus claire que par les commissions Lambert et Glassco, par le Rapport Nielsen. En dix-huit mois, le groupe de 220 experts, répartis entre le secteur privé et les deux niveaux de gouvernement, sous la direction du ministre fédéral Erik Nielsen a tenté d'évaluer près de 1000 programmes subventionnés par le gouvernement fédéral.

Ses conclusions sont relativement simples: Ottawa, depuis des années, «jette l'argent à deux mains, par l'intermédiaire d'un système d'aide à l'industrie qui est plein de gaspillages et de duplications». La subvention est devenue une industrie. Même en excluant deux ministères, la défense et l'aide à l'étranger, cela représente 92 milliards de dollars. Deuxièmement, les mécanismes de contrôle, le «red tape», coûtent au moins 30 milliards de trop. Si, enfin, on s'avisait de réexaminer les divers

abris fiscaux, on récupérerait 36 milliards.

Pas étonnant qu'après de telles déclarations, l'homme candide qu'est le ministre Nielsen ait conclu que «nous sommes devenus une nation d'habitueuses des programmes». Pas étonnant non plus que son rapport comprenne également une évaluation des programmes d'aide sociale, dont les conclusions sont simples: même s'ils coûtent 4 milliards, il faut les laisser tels quels, car ils sont relativement mieux administrés que tout le reste et on y rencontre moins d'abus qu'ailleurs. Au Québec, nous le savions déjà, depuis une enquête soignée dirigée par le ministre Castonguay: le taux de fraude est aux environs de 4%.

À la lecture d'un tel rapport, une première constatation s'impose de façon consternante: il serait bien étonnant que tous ces prophètes de malheur qui, depuis quatre ou cinq ans, annoncent la faillite de l'État-providence en raison de la hausse des coûts de l'assistance sociale, n'aient pas été un peu au courant du fait que les gouvernements ont perdu le contrôle de leurs dépenses quand il s'agit des plus aisés et que cela rejoint les 90 milliards par année au seul niveau fédéral.

Dès lors, cela devient du cynisme que de rendre les pauvres responsables du changement de régime économique, alors qu'ils ne représentent qu'environ 5% de la difficulté.

Le rapport Nielsen recommande au gouvernement Mulroney de se donner cinq ans pour reprendre la situation en main. On a créé dès la mi-mars un comité ministériel pour donner suite. Mais l'équipe Nielsen a déjà reconnu qu'en beaucoup de domaines le mal est irréparable: «Même lorsqu'on peut prouver

qu'un programme est inutile, nocif ou trop coûteux, sa suppression immédiate est souvent impossible».

Désormais, lorsque les pauvres gens se verront aux prises avec des fonctionnaires doublement soupçonneux ou avec des tickets modérateurs de plus en plus élevés, ils auront au moins la consolation de savoir que ce n'est pas leur faute si l'État-providence s'est endetté au point de prétendre ne plus pouvoir les aider. ■

Julien Harvey

## LES FAMILLES FACE À L'URBANISATION

On n'a souvent pas image de ce qu'est l'urbanisation. En dix ans, la ville de Bogotà a vu doubler sa population: elle compte aujourd'hui cinq millions d'habitants. Chaque jour, New Delhi s'accroît de mille habitants, et Bombay de trois mille: un million de citoyens de plus au bout de l'année!

Le mouvement d'envahissement des grandes villes s'effectue en deux temps: d'abord à partir des petits villages vers les centres urbains de moindre importance, puis de là vers les très grandes villes. Le monstre qu'est devenue la ville de Mexico comptera vingt millions d'habitants en l'an 2000. Dans une agglomération de cette taille on ne sait plus comment se débarrasser des déchets et, dans quinze ans, il faudra la moitié de la puissance de Manic 5 pour pomper l'eau nécessaire à cette mégapole située à 2500 mètres d'altitude. Les services essentiels ne peuvent plus suivre...

Face à ces migrations et à de telles concentrations de population, la famille subit d'énormes pressions. En décembre dernier, l'Union internationale des organismes familiaux organisait à New Delhi une conférence mondiale sur cette question, en collaboration avec l'UNICEF et le gouvernement de l'Inde<sup>1</sup>.

Soulignons d'abord que l'Union a toujours tenu à parler des familles, et non de la famille, car les formes de vie familiale varient selon les continents et les latitudes. Si la diminution de la nuptialité, l'augmentation de la divorcialité, la chute de la natalité et l'atomisation des familles caractérisent l'Occident du Nord, ces facteurs touchent à peine les populations du reste du monde. Même des facteurs de changement aussi importants que la montée de l'indépendance économique des femmes et la maîtrise de la fécondité se répercutent différemment d'un pays à l'autre. Partout, cependant, la famille se caractérise par son désir de se loger, les efforts et les ressources qu'elle y affecte. Le logement est le signe de la famille, le lieu du rassemblement matériel et affectif. Le logement façonne la famille.

Entre autres communications, deux modèles de développement ont été soumis aux congressistes, le premier originaire d'Amérique latine, l'autre de la République populaire de Chine.

Le premier modèle propose des politiques alternatives pour augmenter la nourriture, l'énergie et le logement pour les familles à bas revenu dans les grandes villes latino-américaines. Pour la nourriture, on favorise les aspects suivants: l'autoproduction, la réduction et l'élimination du transport et des coûts de distribution, les subsides pour les aliments de base, la distribution d'aliments aux enfants et aux femmes enceintes, l'éducation populaire en alimentation et les cuisines populaires.

Les populations qui arrivent des campagnes changent leurs habitudes de consommation d'énergie; on examine donc les moyens de réduire la consommation d'énergie, on fournit des subsides pour le mazout de cuisson et on recherche des énergies alternatives.

L'étude du squattage des terrains entourant les grandes villes montre que les gens se logent très mal parce qu'ils craignent l'expulsion, qui arrive tôt ou tard. La stratégie de développement alternatif consiste à octroyer des terrains avec des titres de propriété et à aider les nouveaux venus à acquérir des matériaux à des prix raisonnables en les laissant construire eux-mêmes leur logement (assisted self-help housing). Comme ils seront et sont propriétaires, la construction et les aménagements sont de meilleure qualité, tandis que les clapiers en hauteur font vivre les gens dans des conditions innommables.

L'expérience chinoise se veut un modèle alternatif d'urbanisation. Il correspond au choix des autorités chinoises de développer des petits centres urbains à la campagne, à la fois pour maîtriser le développement rural et pour prévenir la sururbanisation. Le plan s'appuie sur trois pôles: la réforme de l'économie agricole, le développement des petites villes et l'évolution de la paysannerie.

En somme, plus on favorise la variété des cultures, plus on favorise la croissance de petites villes qui servent à fixer la population et à freiner la migration vers les grandes villes. La croissance de l'agriculture et sa diversification ont favorisé l'émergence de spécialisations non agricoles (commerce, industries de transformation, transport, construction, etc.) Réciproquement, les petites industries nées dans ces petites villes soutiennent et modifient la vie des paysans, transforment leurs productions et améliorent leur niveau de vie.

Le rapporteur général de la Conférence devait conclure les travaux en présentant quelques pistes d'action pour rendre la terre habitable pour tous ses habitants:

- l'urbanisation exige la participation du peuple;
- l'urbanisation doit être limitée;
- un nouvel ordre urbain s'impose en y associant les familles comme unités de base;
- la ville doit être accueillante à tous et à toutes: enfants, personnes âgées, handicapées;
- la priorité doit aller aux plus démunis, surtout dans les domaines du logement, de la santé, de l'éducation et des services sociaux. ■

Yves Lajoie

membre du conseil général de l'UIOF

1. Un rapport détaillé de cette conférence de même que les textes des communications sont disponibles au secrétariat du comité québécois de l'UIOF, 890 boul. Dorchester est, Montréal H2L 2L4.

DOSSIER

# les pieds sur terre



Paul Hamel

## BAPTÊME ET POUVOIR

par Richard Guimond  
supérieur provincial des Dominicains

Le rapport foi-politique traverse l'Église elle-même. Le prochain synode examinera la place et la vocation des laïques dans la communauté chrétienne. C'est déjà poser la question du pouvoir.

**d**ans les propos qui suivent, je voudrais énoncer quatre caractéristiques de cette recherche d'une vie ecclésiale plus fraternelle, telles que je les remarque dans le collectif «Femmes et hommes en Église». Je les ai maintes fois notées aussi dans d'autres groupes auxquels j'ai

appartenu ou j'appartiens encore, depuis plusieurs années.

Ces points me semblent être surtout les suivants: contestation d'un style autoritaire d'Église; aspiration à un respect du sens de la foi («sensus fidei»); souhait d'une pastorale fraternelle de la

croissance; rêve d'une confiance sereine en la foi de tous.

### *L'autorité des fidèles*

Comme l'écrit Christian Duquoc, le «fonctionnement traditionnel de l'Église romaine est aujourd'hui contesté.

Beaucoup de catholiques romains n'admettent plus que, sur les enjeux radicaux de leurs relations au Christ et à Dieu et de leurs attitudes éthiques, seule la hiérarchie catholique possède un droit effectif et une parole autorisée. Beaucoup militent pour une réappropriation aux fidèles d'une autorité effective dans le discernement et l'enseignement de la foi» (*Concilium* 200, 1985, 95-96).

Dans le domaine de l'éthique, la promulgation de l'encyclique *Humanae Vitae*, en 1968, a été perçue par beaucoup comme une prise de position sans véritable consultation et donc comme une ingérence intolérable dans un domaine où chacun, chacune, pouvait pourtant dire une opinion, souvent plus pertinente qu'on ne l'aurait cru.

Les documents sur le célibat sacerdotal et le refus de l'accès des femmes au ministère ordonné ont été également perçus comme une promotion de décisions arbitraires qui n'étaient pas le fruit d'une consultation fraternelle digne de ce nom.

C'est alors qu'on se met à parler de fonctionnement bureaucratique de la hiérarchie. On sait ce qu'engendre ce genre de fonctionnement. Ou bien il avive la contestation et lui donne des griffes. Ou bien il engendre l'indifférence et les attitudes démotivées que l'on connaît. D'une manière ou de l'autre, ceux et celles qu'on appelle les fidèles ne se sentent plus partie prenante. Et l'on comprend facilement pourquoi: leur expérience de témoins ne semble pas prise en considération. Les femmes en ont long à dire à ce chapitre.

La résistance à la décision de Paul VI, dans *Humanae Vitae*, a joué à un double niveau: sur le plan pratique, la décision a eu peu d'effet, nombre de catholiques ne s'estimant pas liés par elle; au plan

théorique, elle a eu peu d'échos, nombre d'évêques et de théologiens la jugeant infondée. Cet événement «*Humanae Vitae*» a sûrement marqué un tournant: on n'acceptait plus, tant à la base qu'en haut lieu, un style autoritaire d'intervention sur des matières dans lesquelles les croyants et les croyantes ont une expérience première. Et l'on peut penser que l'Esprit fut présent à ce branle-bas ecclésial!

Les notions auxquelles on peut se référer pour fonder la légitimité d'une autorité des croyants en matière d'expression doctrinale de la foi sont bien connues. Et simples, au fond. Le don de l'Esprit au baptême crédite tout croyant, toute croyante, d'une participation à la fonction prophétique de Jésus-Christ.

Il faut tenir à cela et le redire avec fierté! Tous et toutes ont reçu l'Esprit comme en témoigne l'épisode de Pentecôte. C'est cette réception par tous et toutes, qui fait l'originalité de l'Église; cette dernière ne peut pas être autrement sans se renier.

Ce don universel ne détruit cependant pas les fonctions. Mais celles-ci, prière de ne pas l'oublier, n'ont de raison d'être que par rapport au don premier de l'Esprit. L'autorité des fidèles — qui n'a pas à leur être concédée puisqu'elle leur appartient déjà — est donc liée au baptême en tant que sacrement du don de l'Esprit et d'incorporation à l'Église.

Par conséquent, il y a et il y aura toujours un élément indispensable à l'équilibre de l'expression doctrinale de la foi: c'est la régulation du peuple croyant. Sans doute que cette régulation ne joue pas de la même manière que celle qu'exercent les responsables. Mais l'une et l'autre proviennent du même Esprit. La régulation du peuple croyant

doit être reconnue comme légitime. Elle doit faire partie des éléments structurels de l'autorité en matière de foi. Telle est la magnifique et fraternelle originalité de l'Église de Jésus, Christ et Seigneur.

## Le sens de la foi

Qui a ce sens de la foi? Qui a ce «flair» des contenus essentiels de la foi? Comme l'attestent le Nouveau Testament et une longue tradition, le sens de la foi appartient à tout homme, à toute femme qui croit à la révélation de Dieu. Il signifie d'abord la conscience individuelle éclairée par la foi et donc par Dieu lui-même. Naissant de ce sens de la foi, il peut y avoir consensus des fidèles sur certains contenus de la foi et manifestation correspondante de cet accord.

Les témoignages historiques, qui évoquent ou nous font connaître la réflexion post-pascale sur la foi, disent, en gros, ceci: l'Esprit de Dieu produit la foi, la rend vivante de manière variée et fait surgir les fruits concrets de l'Esprit. Il n'est nullement dit qu'il y aurait pour la connaissance de la foi des privilèges, qui donneraient à certains une source de connaissance meilleure, plus grande ou plus profonde que celle des autres. Personne ne peut prétendre, en raison de sa position et de ses fonctions dans la communauté, disposer d'une sorte de savoir pour les autres. Le christianisme primitif a été préoccupé de résister à la tentation, particulière à la gnose, de l'élitisme ou de l'esotérisme.

Dans *Lumen Gentium* (no 12), il est écrit que «la créativité des fidèles, ayant l'onction qui vient du Saint (I Jean, 2,20. 27), ne peut se tromper dans la foi; ce don particulier qu'elle possède, elle le manifeste par le moyen du sens surnatu-

## LES SOIRÉES RELATIONS SUR CASSETTES VIDÉO

- la qualité de l'information
- quel avenir pour le Québec?
- la peine de mort
- la concertation dans les relations de travail
- le Livre vert sur la famille
- génétique et maternité
- l'immigration au Québec
- le quart monde
- mobiliser la jeunesse?
- L'Éthiopie, un an après
- Vatican II confirmé?
- L'Afrique du Sud
- Spécial Haïti
- L'Église de Montréal

Vous pouvez emprunter ces cassettes (location: pour 1 semaine: 5\$ plus les frais d'envoi) ou même en commander une copie (25\$ plus les frais). Veuillez préciser le format de la cassette désirée (Beta ou VHS) et le sujet.

Adressez vos commandes à Pierre Bélanger, Centre justice et foi,  
25, Jarry ouest, Montréal H2P 1S6 (514) 387-2541.





Paul Hamel

Une confrontation fraternelle et décripée: la session de l'AEQ sur le mouvement des femmes et l'Église.

rel de foi qui est celui du peuple tout entier lorsque 'des évêques jusqu'aux derniers des fidèles laïcs' (S. Augustin), elle apporte aux vérités concernant la foi et les moeurs un contenu universel».

Le sens de la foi, écrit W. Beinert (cité dans *Concilium* 200, 1985, p. 16), «est un libre charisme appartenant à tous les membres de l'Église, charisme d'abord intérieur avec l'objet de la foi, en vertu duquel l'Église dans sa totalité, qui s'exprime dans le consensus de la foi, connaît l'objet de foi et le confesse dans le concret de la vie, en consonance constante avec le magistère ecclésial».

Une question se pose tout de suite: comment vérifier l'authenticité d'un consensus de foi? Plus une certaine pratique de la foi correspond à une situation actuelle de détresse et se trouve enracinée dans la prédication de Jésus, plus elle croît au-dessus des sujets prophétiques individuels et des groupes sociaux limités et tend à devenir un témoignage de foi de la collectivité de tous les fidèles.

Comme exemple, que l'on pense au mouvement de paix et de libération auquel collaborent des chrétiens et des chrétiennes dans le monde entier. Ce mouvement répond aux détresses et aux besoins concrets des femmes et des hommes de notre temps, croyants ou non. Ce mouvement, d'autre part, exprime quelque chose de spécifique de la foi chrétienne, c'est-à-dire son fondement dans la volonté de paix et de justice de Dieu. Il signifie en même temps une acceptation fondamentale des déclarations christologiques de base qui ne sont plus seulement des mots mais deviennent des pratiques.

C'est ainsi qu'un mouvement a une valeur face à la révélation verbale de Dieu dans l'histoire: une valeur de sens de la foi autrement plus forte que certaines autres expressions de la foi populaire, peut-être adoptées par beaucoup à quelque moment de l'histoire, mais qui ne peuvent prétendre avoir grande valeur face à l'Évangile. Il en est ainsi de bien

dés expressions excessives de la dévotion mariale!

### Une pastorale de la croissance

La pastorale, dans une Église fraternelle, ne saurait être d'abord une fonction, un pouvoir, un «job». La véritable pastorale est bien plutôt une aventure existentielle dans laquelle pasteur et fidèle cheminent ensemble. Dans une très belle page du livre *Le hibou évangélique* (Fides, Montréal, 1980), Jean-Luc Héту écrit des choses fort pertinentes à cet égard (pp. 156-158). Dans une Église fraternelle, la croissance est une invitation adressée à tous. Et c'est ensemble que se poursuit la réponse à l'invitation. Avec ce postulat que tous sont en croissance, que tous en ont besoin et que tous doivent trouver leur compte dans l'agir pastoral. Sinon cet agir pastoral n'en a plus que le nom.

Dès lors, comme le souligne Jean-Luc Héту, la personne apte à faire de la pastorale ne pourra être qu'en recherche, en croissance, en question. La personne apte à agir pastoralement en Église fraternelle, c'est celle qui continue d'investir dans sa croissance, par de la réflexion, des lectures, des sessions, des accompagnements et une implication qui est pour elle source et milieu de développement. Ainsi l'expérience de l'homélie, pour être pastorale, doit être pour l'homéliste un espace où il peut grandir. La célébration liturgique doit être pour la personne qui la préside, un espace de louange, d'action de grâce, de prière et de communion sincères. Le groupe de réflexion doit être non seulement lieu de réponses toutes faites, mais lieu de la question fraternelle partagée. La confrontation de l'engagement dans la cité avec l'Évangile ne doit pas être qu'un temps de répétitions de consignes, mais un temps privilégié du voir, du juger et de l'agir, affinés par une familiarité avec

l'Évangile lu dans et avec le monde réel.

Si la pastorale n'est plus ce lieu de la croissance fraternelle pour tous, elle se décolore en opération de contrôle et de rappel de consignes froides et lointaines. Au lieu de dynamiser un milieu, la pastorale le stérilise, le rapetisse parce qu'elle ne fait plus confiance à ce trésor baptismal qu'est le sens de la foi des fidèles, un sens de la foi en situation concrète.

### Faire confiance

Tout cela est bien beau. Mais ne revient-il pas à dire: tout le monde, il est beau, tout le monde, il est gentil! En d'autres termes, les avenues de l'Église fraternelle ne prennent-elles pas le risque de l'aberration érigée en vertu?

Il est évident que le risque du neuf comporte l'erreur et, parfois, l'aberration. Mais ne peut-on pas avoir assez d'espérance pour penser avec sérénité que l'aberration ne deviendra pas la norme?

Sous la pression populaire, l'Église a déjà créé de grandes et belles choses dans sa liturgie, par exemple. S'en souvenir de temps à autre pourrait devenir école de sérénité.

Comme l'écrivait Henri Denis, «dans un monde tenaillé par l'angoisse, ne serait-il pas profondément évangélique pour l'Église de donner le témoignage d'une confiance sereine en sa propre foi et en la foi de tous ses enfants? Sans doute qu'il faudra s'attendre à des erreurs: on ne peut 'inventer' sans se tromper. Mais la confiance en l'Église nous avertit d'avance que le tri se fera, avec la douceur et parfois la fermeté nécessaire» (LMD, no 97, pp. 70-71).

Au lieu d'aller tout de suite aux interventions officielles, autoritaires et qui demandent sans nuance que «cessent les folies», ne pourrait-on pas prendre un bon moment pour faire place à une circulation d'information et à une confrontation fraternelle et décripée? Il me semble qu'il vaudrait la peine de miser là-dessus. ■

# LA SAINTE TRINITÉ ET LE SOCIAL

par Guy Paiement

Centre St-Pierre

Dans plusieurs diocèses du Québec, des écoles de formation préparent des chrétiennes et des chrétiens à devenir agents de pastorale. Quelle place y tient la mission, la mission dans le monde? La cohérence personnelle et la communauté chaleureuse ne sont pas tout; la foi en Dieu et le service de l'institution ecclésiale conduisent à autre chose; du moins, si l'on prend au sérieux la foi trinitaire.

Notre foi est trinitaire, comme nous le rappelle la structure du *credo*. L'affirmer peut nous sembler banal, pourtant, tout se passe comme si nous ne pouvions qu'entrer très lentement au cœur de cette foi, au hasard de nos maturations personnelles et collectives. Chaque avancée nouvelle apporte, avec elle, des déplacements d'accents et des bouleversements de tout ordre. En ce sens, notre foi trinitaire se révèle une *instance critique* qui touche aussi à nos pratiques. Je voudrais le montrer pour ce qui a trait à nos écoles de formation.

## La tendance théiste

Une bonne partie de la population croyante est *théiste*. Elle reconnaît un seul Dieu, un être suprême, qu'il est possible de rencontrer de bien des façons. Elle est ainsi plutôt tolérante, ouverte à beaucoup de formes de pratique religieuse — catholiques, protestantes, juives... L'incarnation, par contre, ne semble pas transformer en profondeur cette foi de base.

Ainsi pourrait s'expliquer l'ouverture de la population aux diverses sectes, aux courants spirituels venus d'Orient, qu'ils soient «cosmiques» ou «énergétiques». Toutes ces formes de croyance ou de pratique, pense-t-on, peuvent constituer autant de chemins vers le Dieu unique. La relation à Dieu est ici seule importante. D'où une allergie à mêler la foi à la transformation du milieu.

De même, on répugnera à concéder à une tradition trop particulière, trop liée à des circonstances historiques, comme

l'Église catholique, le privilège d'exprimer toute la présence du Dieu au-delà de tout nom. L'appartenance à cette Église paraîtra trop limitative, étroite, dangereuse même parce que porteuse de fanatisme et d'intolérance. — Qu'on se rappelle ici l'argumentation des adversaires de l'école publique confessionnelle dans la région métropolitaine.

En même temps, et c'est un paradoxe, cette foi si libérée et si ouverte à toutes sortes de formes concrètes, semble singulièrement marquée par la civilisation patriarcale. Ce Dieu «théiste» cautionne drôlement l'ordre social existant, — avec lequel il n'a rien à voir — et il renforce drôlement les rôles sociaux traditionnels des hommes et des femmes. De là à faire de ce Dieu le Dieu chrétien, il n'y a qu'un pas et qui est vite franchi. D'où la contestation radicale du Dieu chrétien patriarcal et oppresseur, de la part de certains groupes féministes.

## La tendance institutionnelle

D'autre part, l'institution ecclésiale est portée à se valoriser comme canal décisif par où passerait le vrai Dieu. En partant du fait particulier Jésus-Christ, Verbe ou expression parfaite du Père, l'Église se perçoit comme l'institution particulière par laquelle doit passer la vie de Dieu.

D'où l'insistance à former des gens qui accepteront ces perspectives et qui pourront s'en faire les promoteurs. À cet égard, l'insistance sur les sacrements ne serait pas seulement une façon pour

l'Église institutionnelle de pallier à la faiblesse de la formation chrétienne dans les écoles publiques. Elle serait aussi une façon de sauver sa cohérence et sa pertinence devant l'éclatement du spirituel, l'effervescence d'un sentiment religieux qu'elle ne contrôle plus. Dans la mesure où les écoles de formation visent à former des agents pour travailler dans l'institution ecclésiale, elles accentuent cette tendance de l'institution à s'investir de la mission d'être le seul canal de la vie divine. Qu'on le veuille ou non, étudiants et étudiantes sont ainsi formés à fortifier, avant tout, l'institution ecclésiale, à y travailler et, par voie de conséquence, à minimiser les tâches de transformation de la société.

Ajoutons que l'ébranlement institutionnel récent a laissé beaucoup de ces mêmes étudiants perplexes, voire désorientés. En fréquentant l'école de formation, plusieurs cherchent surtout à se donner une nouvelle cohérence. Travailler pour l'institution, malgré les changements que celle-ci demande, demeurera, en définitive, une façon commode de retrouver la cohérence perdue et ira donc dans le sens d'une valorisation de l'institution ecclésiale comme seul canal de la vie de Dieu.

Au bout du compte, l'institution ecclésiale, avec ses écoles de formation, finit par ressembler aux grandes compagnies qui décident de former elles-mêmes leur main-d'œuvre parce qu'elles ne font plus confiance aux écoles publiques. Cet effort vise à préparer des ouvriers et des cadres pour travailler dans la compagnie et pour la compagnie. Il n'ambitionne nullement de former des ouvriers et des cadres pour oeuvrer ailleurs, dans la société.

## Vers un dépassement pour l'Esprit

Les deux tendances précédentes (caricaturées, je le concède), sont en relation l'une avec l'autre. Elles s'appellent et se repoussent. Mais elles ont surtout l'inconvénient de véhiculer une image et une expérience de Dieu qui restent déficientes.

La première identifie trop vite le Dieu chrétien avec la forme monothéiste qui le défigure. Le Dieu de la Bible, nous le savons, n'est pas d'abord un Dieu inaccessible mais un Dieu qui s'engage dans l'histoire particulière d'un peuple. C'est un Dieu partisan. De même, Jésus de Nazareth nous parle moins du mystère transcendant de Dieu que de son Royaume qui est au milieu de nous.

La seconde tendance hypertrophie la religion du Christ en faisant de ce dernier le canal obligé par où passe la vie divine. Tôt ou tard, cette Église deviendra (ou redeviendra) le seul lieu du salut et ses permanents se percevront comme ceux qui ouvrent ou ferment le canal. Qu'on se rappelle l'intolérance de plusieurs nouveaux agents de pastorale paroissiale devant les refus des parents d'entrer dans leur série de quatre rencontres préparatoires à un sacrement. L'exigence évangélique ne vaut plus tant pour ceux et celles qui s'en réclament que «pour les autres», qui sont malcroissants, pressés, surchargés, pécheurs.

Dans ce contexte, les grands perdants sont, tout d'abord l'Esprit, auquel on ne semble pas faire tellement confiance, ensuite l'évangélisation et surtout la créativité des chrétiens dans leur société.

Pour nous sortir de ces pièges, il nous faudra sans doute retrouver la richesse de notre *foi trinitaire*. Il nous faudra accepter que le Christ n'a pas donné son Esprit à ses disciples pour que ceux-ci en fassent seulement le répétiteur de ce qu'il a dit. *L'Esprit du Christ a sa personnalité propre*. Il souffle où il veut. Il est présent à tout un monde qu'il aide à naître.

Dans cette veine, le Christ n'est pas seulement un canal, il est le *vis-à-vis permanent* qui chemine avec tous les disciples d'Emmaüs du monde et qui *questionne leur expérience*.

Un tel questionnement a été autrefois possible parce que les disciples apportaient une expérience riche. Ils s'étaient

identifiés au messianisme populaire. Ils avaient critiqué l'exploitation pratiquée par Hérode et sa cour, la domination étrangère des Romains. Ils avaient souffert de la misère de la majorité des gens, de la dureté de l'organisation sociale et religieuse. Bref, ils avaient les pieds bien plantés quelque part. Si, après le Calvaire, leur espérance semblait en miettes c'est qu'ils avaient d'abord espéré. Or c'est en partageant le pain de leur expérience avec l'autre, que le *souffle*<sup>1</sup> s'est manifesté en eux («Notre cœur n'était-il pas tout brûlant?») et qu'ils ont pu affirmer que Jésus avait dépassé la mort.

Pour dire les choses autrement, croyants et croyantes ont à apporter leur expérience de vie, celle de la société dans laquelle ils se trouvent, les idéologies qu'ils partagent avec leurs frères et soeurs de la société de la consommation menacée. Ils ont aussi à témoigner de la souffrance des petites gens, des jeunes chômeurs ou des personnes âgées. Bref, ils ont à découvrir les traces fragiles de l'Esprit qui tente, avec les gens, par les gens, dans les gens, à faire du nouveau, qui, déjà, bourgeoonne.

L'école de formation pourra alors présenter le vis-à-vis permanent, la présence qui creuse notre humanité et nos questions. Mais est-il illusoire de penser qu'elle pourra le faire, non pas d'abord pour régler ses problèmes de gestion et de survie mais bien pour habiliter des chrétiens à mieux discerner les traces de l'Esprit qui est à l'oeuvre dans notre société?

Dans une telle perspective, parler de la «dimension» sociale de la «foi» n'est pas d'abord une requête «éthique», un exercice aboutissant à convaincre les gens de passer à l'action et de devenir des agents de changement dans le domaine social. Elle est une requête de la foi elle-même qui sait que *l'Esprit n'a pas d'autre histoire que celle qu'il partage avec nous*. Elle est une redécouverte de l'Esprit qui décentre l'Église d'elle-même pour l'ouvrir sur la réalité en devenir du Royaume.

### L'Église sage-femme

Si une école de formation visait à traduire dans sa réalité quotidienne une telle perspective, elle commencerait peut-être tous ses cours par une analyse de l'expérience immédiate des participants. Elle élargirait celle-ci par une ouverture sur la réalité du milieu. Elle habiliterait ses gens à discerner les signes de vie, les promesses de Royaume qui s'y trouvent.

Et alors, mais alors seulement(!) elle présenterait ses convictions sur le Christ, les sacrements, le Credo.

Elle jugerait prioritaire d'aborder des questions sociales, économiques, politiques, telles qu'on les voit affleurer dans le journal du matin. Elle y decèlerait le salut, la rédemption et le prolongement des sacrements. Bref, elle viserait à former des gens qui pourraient, par la suite, continuer à lire ainsi leur journal et les signes du Royaume.

En somme, parler de la «dimension sociale de la foi», c'est accepter d'entrer dans une véritable aventure de foi et accepter, sans doute, d'opérer une «culbute» dans nos préoccupations et nos priorités.

Le Christ n'a pas donné son Esprit pour qu'on en fasse seulement le répétiteur de ce qu'il a dit. L'Esprit du Christ a sa personnalité propre. Il souffle où il veut. Il est présent à tout un monde qu'il aide à naître.

Ce qui se passe dans nos sociétés deviendra alors plus déterminant que ce qui se passe à l'intérieur de nos paroisses. Le problème du logement des plus pauvres sera plus important que la réputation de l'Église. Les politiques municipales et gouvernementales, sur les pluies acides ou le sexisme dans le travail, plus sérieuses que les orientations vaticanes sur la confession en deuxième année. La culture de violence à la télé, l'escalade des armements mobiliserait plus d'énergies que les chamaillages entre clercs et laïcs.

Mais, soulignons-le, pareille «culbute» ne signifie nullement la disparition des paroisses et autres communautés chrétiennes. Ces dernières se sentiront invitées à devenir *des lieux de discernement* de cet Esprit en travail d'enfantement. L'intervenant pastoral se comprendra, peut-être, moins comme un gardien des drapeaux et plus comme une sage-femme, qui aide la vie à sortir et à crier sa joie toute neuve.

Et notre Église se mettrait, enfin, en état de mission, c'est-à-dire qu'elle entrerait en fonction d'accoucheuse. ■

1. Voir, de Guy Paiement, «La spiritualité ou l'art d'avoir du souffle», dans *Relations*, septembre 1984, p. 229-232.

# LE THÉOLOGIE EN ÉCOLOGISTE

par André Beauchamp

Y a-t-il encore de l'espoir pour la planète, demandent les jeunes. Comment protéger l'environnement dans une société industrielle, questionnent les milieux politiques. Et le croyant jongle à la rédemption, qui ne concerne pas seulement les individus mais aussi la nature créée par Dieu et confiée par lui à l'humanité. André Beauchamp dirige le Bureau d'audiences publiques sur l'environnement du Québec.

de sa petite chambre austère, le théologien écologiste regardait le quartier environnant<sup>1</sup>. Il avait connu ce coin de ville il y a plus de trente ans. On y piégeait le lièvre et la perdrix, l'hiver. Il se souvenait encore de ses premières découvertes avec quelques collègues quand ils avaient débuté l'observation des oiseaux. Il en avait lui-même identifié plus de quarante espèces, y compris un magnifique couple de faisans qui venaient habiter dans la côte, derrière.

Petit à petit, il avait vu le quartier se construire. Les spéculateurs avaient procédé au lotissement des terrains, tracé les rues, organisé les premiers services. Peu à peu, les maisons surgirent toutes pareilles, les terrains furent nivelés et rapidement couverts de gazon. Chaque propriétaire construisit sa clôture et planta un ou deux arbres chétifs en attendant la prochaine génération pour trouver un peu d'ombre. Dix ans plus tard, ce fut la mode des piscines, chacun se hâtant de creuser dans sa cour pour se donner l'illusion d'une eau claire et vive.

Dire qu'autrefois, il y avait, à mille pieds devant lui, au fond d'une petite coulée, un ruisseau plein de charme. Qui donc s'en souvenait maintenant? De tout cela, il ne restait plus rien. Il avait fallu se battre pour garder un petit parc de poche aux abords de l'église. Partout, du béton et du ciment! Plus de sentiers qui s'égarèrent dans le bois, plus de rochers incongrus qui surgissent au détour et vous invitent à vous asseoir au soleil. Quelques corneilles, des moineaux, des écureuils paresseux et domestiqués. Même les chiens devaient se promener en laisse et leur maître les suivre avec un petit ramasse-crotte.

— C'est ça qu'ils ont fait. Et ils appellent cela le progrès.

Dire que dans trois mois, six mois, trois ans, même le terrain de son couvent y

passerait. Le terrain vaut trop cher, c'est le dernier espace disponible dans le coin et le recrutement de la communauté est en chute libre. Un jour, on couperait les érables et les ormes pour faire un parking ou quelque immeuble de verre. En guise de consolation, ils mettront une fontaine et des arbustes dans une urne de ciment.

Alors le théologien écologiste ouvrit sa bible et relut pour la centième fois le récit de la genèse: «Au commencement, Dieu créa le ciel et la terre. Dieu dit que la lumière soit et la lumière fut. Ce fut le premier jour» (Genèse 1, 1...5).

Le théologien dit au Seigneur: — Tu avais tout mis en ordre et ils ont tout défilé. Tu avais donné la vie, ils ont semé la mort. Tu avais semé la diversité; ils ont établi la monotonie. Ils s'en vont vers leur perte et ne le savent même pas.

Alors le théologien écrivit.

*L'homme dit: la lumière m'aveugle et me blesse. Et l'homme se cacha dans les ténèbres, dressa des murs et mit d'épais rideaux pour bloquer les fenêtres. Et pour s'éclairer à l'intérieur, il inventa l'électricité. Et l'homme se dit que cela était bon.*

*L'homme dit: la terre et les eaux sont trop séparées. L'homme jeta le long des rives la terre dans les rivières et il créa des lacs partout dans la plaine. Et l'eau devint brune et la terre boueuse. Et l'homme se dit que cela était bon.*

*L'homme dit: la terre a trop d'arbres. Coupez-moi ça tout de suite. C'est de l'argent qui se perd. Il inventa le tracteur, le camion, la scie mécanique et inonda la terre de papier. Et l'homme se dit que cela était bon.*

*L'homme vit les poissons des eaux et les oiseaux du ciel et se dit: tout cela, c'est de l'argent perdu. Alors l'homme inventa la chasse et la pêche. Il en fit un sport, inventa des trophées et mit des plumes*

*aux chapeaux. Plus il pêchait, plus il chassait, plus la pêche et la chasse devenaient difficiles et plus les espèces disparaissaient. Et l'homme se dit: je vais en venir à bout et il trouva cela très bon.*

*L'homme vit les bêtes des champs et il se dit: tout cela est une insulte. Exterminons les plus coriaces et domestiquons les autres. Et l'homme inventa le fusil et l'enclos laissant aux bêtes le choix de se faire tuer au loin ou tout proche. Et l'homme trouva cela bon.*

*L'homme se vit homme et femme et il trouva cela scandaleux. Il dit que l'homme écrase la femme et l'exploite au maximum. Qu'elle soit une servante, une maîtresse et la mère de mes enfants. Mais il ne convient pas qu'elle soit mon égale. Puis l'homme trouva cela dérisoire et dit: il convient plutôt d'être homophile, que l'homme soit avec l'homme, la femme avec la femme. Il se dit que cela était bon ainsi.*

*Et l'homme se dit: l'univers est à moi: l'eau, la terre et l'air. Il inventa toute la science et la technique. Mais cela ne suffisait point. Alors, il inventa la pollution de l'eau, de l'air et du sol. Les hommes et les bêtes suffoquèrent, la pluie devint acide, le mercure progressa dans les eaux, les nuages de pollution changèrent le climat des continents. Et l'homme trouva cela très bon.*

*Et le huitième jour, l'homme se dit. Tout cela est trop long et il y a toujours des dissidents qui retardent la venue de mon*

1. Cet article est extrait d'un excellent outil d'animation publié par la CECC: *Ensemble. Pistes de réflexion pour les jeunes d'aujourd'hui*. Nous remercions la CECC de nous avoir autorisés à le reproduire. On peut se procurer cette publication en s'adressant au Service des éditions de la CECC, 90 avenue Paré, Ottawa, K1N 7B1.

règne. Alors, l'homme lança de partout des bombes atomiques et un immense champignon s'éleva de la terre. En mourant, l'homme trouva cela très bon et se dit qu'il avait réussi son oeuvre de mort.

*Ainsi furent détruits le ciel et la terre.»*

Le théologien écologiste posa sa plume, épuisé. J'espère qu'ils comprendront et qu'ils se repentiront. Il récita le psaume 148 les larmes aux yeux et se coucha dans la paix du devoir accompli. Au plus profond de son sommeil, l'ange du Seigneur lui apparut.

- Mange et bois.
- Je suis trop épuisé. Je veux me coucher et mourir. Je ne peux pas survivre dans ce monde corrompu.
- Tu a bien dénoncé le mal... Tous les prophètes ont fait cela avant toi. Tu as fait comme les prédicateurs de ta jeunesse, ceux-là que tu trouvais trop négatifs. Tu as décrit dans le détail les affres du péché et de l'enfer. Mais je n'ai vu aucune oeuvre de la grâce et de la rédemption dans tes propos.
- Mais cela est si dérisoire quand on voit l'ampleur du mal et l'urgence de l'action.
- Hé oui. C'est toujours comme cela. Même Pierre voulait employer les armes et les forces du ciel pour anéan-

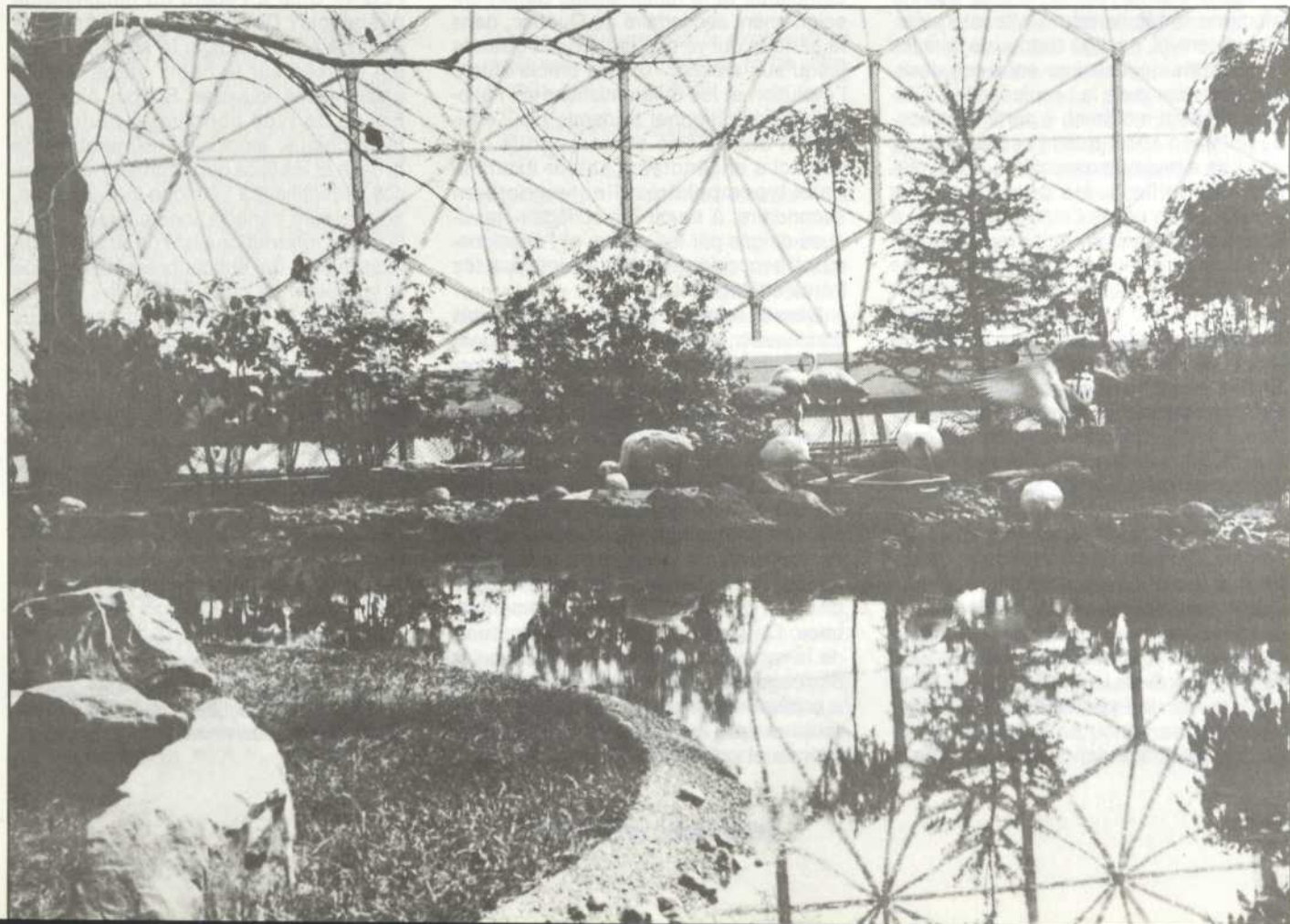
tir les armées romaines. Et Jésus a choisi le chemin du juste immolé. Il n'était que faiblesse et pauvreté.

- Mais, Seigneur, demain il sera trop tard. Il faut crier à tue-tête pour que les gens se réveillent avant qu'il ne soit trop tard.
- Je sais bien. Mais on dirait que tu attends encore le matin de Pâques et que tu ne vois pas, à l'oeuvre dans l'homme, la puissance de l'Esprit.
- Mais les forces du bien sont dérisoires.
- Elles ont toujours été dérisoires et pourtant Jésus a dit: «Ne craignez pas, j'ai vaincu le monde».
- Vous ne voyez donc pas qu'ils vont faire sauter l'univers et tout détruire?
- C'est possible. Ça fait partie du risque de la liberté. Mais c'est à eux que je t'envoie.
- Laissez-moi mourir en paix. Le cancer me ronge, le stress m'écrase et mes poumons sont détruits par la fumée de leurs usines, de leurs autos et de leurs cigarettes.
- Je serai ta force et ton soutien. Va vers eux et dis-leur que je les aime.
- Quoi, eux les pollueurs, les démolisseurs de votre oeuvre?
- Dis-leur d'espérer encore et de se convertir. Je leur ai confié le monde et ils ont fait de grandes choses. Mais l'orgueil les menace. Dis-leur que je

suis Dieu avec eux et qu'ils sont mes partenaires. Ils ont cultivé les champs, vaincu des maladies terribles, bâti des villes, inventé la poésie et la musique. Ils se sont multipliés à l'infini et même le chant d'un enfant ne m'échappe pas. Va vers eux et enseigne-leur le partage et la douceur. Certains comprendront.

- Vous voulez rire. Le capitaliste comprendra, le politicien comprendra, le pollueur comprendra?
- Mathieu a bien compris, et Zachée, et le centurion, et la veuve de Naïm.
- Qu'est-ce que trois ou quatre militants face à la foule innombrable?
- C'est bien peu, mais c'est comme une fleur au milieu du champ, une étoile au centre de la nuit, une croix au sommet de la montagne. C'est l'espoir qui renaît. Tout le monde peut dénoncer le mal. C'est tellement facile. J'ai purifié ton coeur, j'ai inspiré tes livres. Va vers mon peuple et dis-lui que je l'aime et que je compte sur lui.

Cette nuit-là, le théologien écologiste douta de Dieu. Mais le lendemain matin, il déchira son poème et se rendit à l'université donner son cours. Pour la première fois depuis vingt ans, il trouva le soleil radieux et quand il vit deux enfants sauter la clôture derrière le parc, il eut le goût de recommencer le monde. ■



# RELIGIONS ET NATIONALISMES

par Jean-Guy Vaillancourt

département de sociologie, Université de Montréal

**b**ien que le Québec soit un pays où la religion a toujours beaucoup d'importance, on ne peut pas dire que la production québécoise en sociologie des religions a toujours été très abondante. Une récente livraison de la revue *Social Compass*, portant sur la religion et le nationalisme au Canada et au Québec, constitue donc un apport digne d'être signalé.<sup>1</sup>

## La révolution tranquille

Les politicologues F.P. Gingras et N. Nevitt signent le premier article. Dans leur analyse empirique des bases séculières et religieuses du nationalisme québécois, ils contestent l'interprétation conventionnelle de la Révolution tranquille selon laquelle le Québec serait passé, à partir de 1960, d'une société traditionnelle dominée par la religion à une société moderne et sécularisée. Cette interprétation, disent-ils, néglige surtout de faire les distinctions nécessaires entre les diverses dimensions de la sécularisation. Gingras et Nevitt montrent, à partir d'un sondage fait en 1976, que la sécularisation, que l'on a toujours associée à la Révolution tranquille, a été beaucoup plus limitée qu'on ne se l'était imaginée. La Révolution tranquille selon eux n'a pas entraîné une réorientation de tous les Québécois au plan religieux et communautaire, et elle n'a pas joué le rôle que plusieurs lui attribuent dans la montée de l'indépendantisme et de la sécularisation. Le catholicisme est toujours demeuré présent dans la conscience collective des Québécois, et il a surtout favorisé, quoique de façon non exclusive, une orientation nationaliste traditionnelle non indépendantiste.

Le sociologue Jean-Paul Rouleau, pour sa part, s'inspire de Léon Dion pour distinguer trois sortes de nationalismes québécois (libéral, social-démocrate et socialiste) et analyser le discours nationaliste dans la revue *Relations* entre 1960 et 1983. Il arrive à la conclusion que cette revue a été une spectatrice active d'un nationalisme conçu en dehors d'elle et de l'Église. Elle a donc perdu, comme le

reste de l'Église, sa fonction de leadership dans la définition de l'idéologie nationaliste et dans sa mise en pratique par des groupes spécifiques. *Relations* a adopté des positions plutôt ambiguës, à l'égard de l'indépendantisme, et assez ambivalentes quant à leurs effets d'attestation ou de contestation au plan politique. Son approche a été en fait plus sociale que politique. En somme, le discours de *Relations* sur le nationalisme n'est pas religieusement intégrateur comme le fut jadis celui du nationalisme conservateur, et il est à la fois intégrateur (ou attestaire) et contestataire au plan social et politique.

## L'école des Frères

Paul-André Turcotte aborde ensuite la question du rapport entre l'éducation catholique et le nationalisme dans l'enseignement secondaire au Québec, dans la période qui va de l'entre-deux-guerres jusqu'aux années 70. Son article étudie l'évolution et les différenciations du nationalisme traditionnel transmis par l'éducation catholique et les conflits que celui-ci a engendrés; l'auteur examine deux types polaires d'enseignement secondaire, à savoir les collèges classiques dirigés par les clercs, et l'enseignement secondaire public dirigé par les frères enseignants.

Dans le système élitiste des humanités classiques, les jeunes hommes étaient socialisés dans un sous-type du nationalisme traditionnel que Turcotte appelle «différentiel»; celui-ci négligeait la sphère économique et insistait sur la fusion entre l'identité ethnique et linguistique, la culture française et classique, la foi et la pratique catholique. Par ailleurs, le système secondaire public, dirigé surtout par les frères enseignants, mettait de l'avant un autre type de nationalisme traditionnel que Turcotte appelle «pragmatique». Ce nationalisme visait à procurer de la mobilité sociale et économique et des connaissances technico-scientifiques aux jeunes francophones issus d'autres milieux que ceux de la bourgeoisie libérale et professionnelle.

La réforme opérée par le rapport Parent donna largement raison aux frères enseignants mais ils furent eux aussi minorisés et déplacés par des laïcs: ceux-ci, tenants du nationalisme néo-libéral et socio-démocrate, se servirent de la bureaucratie de l'État et du syndicalisme pour imposer leur hégémonie sur l'éducation au Québec. Cette opposition entre deux groupes d'éducateurs catholiques n'a cependant pas eu de conséquences politiques très précises.

Dans un autre article, Nathan Mair aborde la question du rapport entre le protestantisme anglophone et le nationalisme francophone au Québec, en centrant l'attention sur l'Église Unie du Canada, qui fut créée en 1925 par la fusion des Méthodistes, des Congrégationnalistes et de nombreux Presbytériens. L'Église Unie est, démographiquement, la troisième église chrétienne en importance au Québec (après les Catholiques et les Anglicans).

Comment expliquer l'ambivalence de l'Église Unie à l'égard du nationalisme québécois? Cette Église est incertaine quant à son rôle dans la société et elle est divisée sur le choix entre valeurs anciennes et nouvelles. Surtout, c'est une Église de type conciliaire plutôt que hiérarchique: alors que les membres de la base et les laïcs qui contrôlent les finances s'identifient à l'éthique individualiste, aux valeurs canadiennes-anglaises et à la vision internationaliste (le *British Commonwealth*) qui étaient présentes lors de la fondation de cette Église, les leaders pastoraux et les théologiens sont plus ouverts à l'égard du droit des Québécois à l'autodétermination. Dans l'ensemble, l'Église Unie encourage ses membres à participer pleinement à la société québécoise et à collaborer avec la majorité francophone à la construction d'une société plus juste et plus fraternelle.

1. L'auteur recense ici *Social Compass*, vol. XXXI, no 4, 1984; pages 327 à 452. Cette revue, éditée au Centre de recherches socio-religieuses de l'Université de Louvain, est une des principales revues de sociologie des religions au monde. Ce numéro a été piloté par Jacques Zylberberg (Université Laval) et Paul-André Turcotte (Université d'Ottawa).



Paul Hamel

St-Eustache, la fête des patriotes.

## L'antisémitisme

Le cinquième article de ce numéro n'a pas la qualité intellectuelle de ceux qui le précèdent. Le politologue Julien Bauer y traite de la relation entre le nationalisme québécois et le judaïsme, dans un texte touffu et verbeux, truffé de très nombreuses fautes d'orthographe et incorrections de style. De plus, l'article est rempli de jugements de valeur biaisés et de préjugés grossiers à l'égard des Québécois francophones, et du Parti québécois au pouvoir entre 1976 et 1985. La harangue de M. Bauer est beaucoup plus un pamphlet politique et un sermon polémique qu'un essai scientifique. On croirait lire un long éditorial raciste de John O'Meara dans le journal *The Monitor*, distribué dans l'ouest de Montréal.

Voici quelques citations qui illustrent bien l'attitude de M. Bauer à l'égard des francophones et du PQ:

*They (les Québécois francophones) had nothing but contempt for Indians, labelled «The Savages». As for newcomers, they were seen as strangers among us (p. 396).*

*Anti-judaism inspired by the church, gave place to anti-semitism inspired by nationalism (p. 397).*

*The pressure of the Quebec Government was heavy, bordering on blackmail (p. 399).*

*Quebec nationalism is exclusive, it does not accept the right to be different (p. 401) ... (p. 405).*

*The rejectionist nationalism of Quebec ... (p. 407).*

*Quebec univocal nationalism ... (p. 407).*

Le professeur Bauer n'est pas tendre non plus à l'égard de certains de ses coreligionnaires sépharades d'origine marocaine, ni même à l'égard des chefs de la communauté juive anglophone. Les premiers sont considérés comme des vendus intéressés uniquement à leur propre mobilité sociale, les autres comme mal préparés et peu perspicaces, comme des managers condamnés à une action d'arrière-garde, essayant de sauver leurs institutions grâce à des compromis et à une politique d'accommodation. Il renvoie même dos à dos les juifs assimilés ou peu religieux et les ultra-orthodoxes; seuls les orthodoxes modernes, comme lui-même, trouvent grâce à ses yeux.

Le sixième et dernier article, écrit par Jacques Zylberberg, étudie la position de trois collectivités sacrales excentriques, (les charismatiques catholiques, les

témoins de Jéhovah et les Juifs hassidiques de Montréal), à l'égard des nationalismes québécois et canadien. Malgré leurs théodicées dénationalisantes, ces trois groupes anti-étatiques en arrivent à une acceptation partielle de l'État canadien, perçu comme pluraliste et moins menaçant que le nationalisme plus «moniste» des francophones québécois. En somme, ils font preuve de ségrégation plutôt que d'opposition à l'égard de l'emprise étatico-nationaliste, mais ils n'arrivent pas à s'isoler complètement.

L'article de Zylberberg, comme la plupart des autres, souligne donc que les groupes religieux ont moins de difficulté à accepter le nationalisme canadien que le nationalisme québécois. C'est l'intérêt de ce numéro de *Social Compass*: les auteurs étudient des groupes religieux très différents et montrent comment, pour diverses raisons, ils sont traversés par des positions contrastées à l'égard des deux nationalismes en conflit au Canada et au Québec.

Si on ajoute l'excellente bibliographie générale sélective sur le nationalisme canadien-français et québécois qui clôt la revue, ce numéro constitue, à l'heure actuelle, l'une des rares introductions à la sociologie du rapport entre religion et nationalisme au Québec et au Canada. ■

# dépêches

Une des questions posées lors de la dernière conférence de presse de la session des Évêques du Québec sur le mouvement des femmes et l'Église touchait la **position de l'Église face aux divorcés remariés et aux homosexuels**. Sa réponse en ayant heurté certains, Adolphe Proulx, évêque de Hull, tient à préciser sa position dans une lettre au journal *Le Droit* d'Ottawa. Il écrit: «Les homosexuel-le-s comme les divorcé-e-s remarié-e-s peuvent eux aussi vivre et célébrer leur foi en participant à des rassemblements chrétiens (...). Qui oserait les exclure de ces rassemblements? Pourquoi se scandaliserait-on de (les) voir s'approcher de l'Eucharistie (...) alors qu'on reste indifférent quand, par exemple, dans certains pays on donne la communion à des dictateurs (...)? Même s'il existe une «discipline canonique» dans l'Église, cette même Église nous invite constamment à avoir une attitude accueillante à toute personne quelle que soit sa situation.»

**Le document Kairos** se présente comme un commentaire théologique sur la crise politique en Afrique du Sud. Il témoigne du désir profond de certains chrétiens sud-africains de comprendre la situation politique de leur pays et de trouver quelles solutions véritablement chrétiennes ils peuvent et doivent mettre de l'avant. C'est un document direct, qui n'a pas plu à tous, mais qui force la réflexion sur l'utilisation de la violence, sur les conditions du pardon et sur l'engagement des chrétiens. On peut en obtenir copie au Centre Justice et foi, 25 ouest rue Jarry, Montréal H2P 1S6. Prière de joindre 2\$ pour couvrir les frais.

Selon Fritz Leutwiler, le banquier suisse qui agit à titre de médiateur entre 30 banques internationales et la **République sud-africaine (RSA)** qui souhaite un rééchelonnement de sa dette extérieure à court terme, l'accord qui vient d'être signé à Londres n'a pas un caractère définitif. Qualifiant l'accord «d'intérimaire», le médiateur a souligné que les banques s'étaient réservé le droit de le réviser sur une base annuelle. La mise sur pied d'un comité de banquiers chargés de surveiller l'évolution de la situation en RSA constitue un aveu évident du manque de confiance des grandes institutions financières vis-à-vis des récentes promesses de réformes du régime de Prétoria. (Afrique information, CIDMAA)

Depuis 1981, le **mouvement des sanctuaires** a permis à un certain nombre de chrétiens et de chrétiennes des États-Unis de montrer concrètement leur opposition aux politi-

ques de leur gouvernement qui considère comme «étrangers illégaux» ceux et celles qui ont dû quitter leurs pays d'Amérique centrale pour trouver refuge aux États-Unis. On compterait actuellement 225 sanctuaires déclarés chez nos voisins du Sud; le mouvement devient même suffisamment important pour que les autorités réagissent. Des accusations ont déjà été portées contre certains religieux qui ont participé à ce mouvement. On leur reproche d'abord d'avoir «conspiré» pour permettre à des illégaux d'entrer aux États-Unis et ensuite de les avoir soutenus financièrement pendant leur séjour sur le territoire américain. Les procès ont lieu actuellement à Tucson en Arizona et devraient prendre fin prochainement. Les peines possibles pour conspiration sont de moins de cinq ans d'emprisonnement et/ou de 10 000\$ d'amende. Les peines infligées pour avoir hébergé des «étrangers illégaux» sont également de moins de cinq ans d'emprisonnement et/ou d'une amende de 2 000\$ par personne hébergée. (Salvapresse, février 1986)

Le journal communautaire du **Centre-Sud de Montréal**, *La Criée* publiait dans son édition du 26 mars dernier, des données alarmantes sur les problèmes de grossesse des jeunes femmes de ce quartier. Deux exemples: «Le pourcentage de nouveau-nés dont le poids est insuffisant à la naissance — soit moins de 2 500 grammes ou 5,5lb — est plus élevé dans le Centre-Sud qu'au Maroc ou à Cuba. Selon les statistiques officielles, ce pourcentage était de 10,8% pour le Centre-Sud en 84 et, respectivement, de 8,6% et 9,2% pour le Maroc et Cuba en 82» — «Il y a une recrudescence de très jeunes filles mères: 13, 14, 15 ans. Souvent à 17 ans, elles en sont à une grossesse et demie».

Dans sa déclaration émise pour souligner le **sixième anniversaire de l'assassinat de Mgr Romero**, la Commission épiscopale des affaires sociales de la CECC rappelait que depuis la mort de Mgr Romero les arrestations arbitraires, les disparitions et les assassinats se sont multipliés au Salvador. Selon la Commission, Mgr Romero est mort «parce qu'il s'est fait la voix des sans-voix et parce qu'il a osé dénoncer la cupidité et l'intérêt personnel alliés à un système d'exploitation nationale et internationale.» La Commission se dit également convaincue que «la communauté internationale en général et le Canada en particulier ont un rôle important à jouer dans l'établissement des conditions nécessaires à une solution juste du conflit. Nous soutenons que, dans ce dossier, le Canada doit faire preuve de courage, d'audace et de doigté», de dire les évêques.

# LES FÉMINISMES CONTEMPORAINS

par Micheline Dumont

Département d'histoire, Université de Sherbrooke

Le 1er mars dernier, dans le cadre d'une session d'étude sur "le mouvement des femmes et l'Église" organisée par l'Assemblée des évêques du Québec, Micheline Dumont, professeure au département d'histoire de l'université de Sherbrooke, faisait le point sur le féminisme et les féminismes dans notre milieu. Cette conférence a suscité énormément d'intérêt: en voici le texte.

C'est devenu très difficile de s'y retrouver face au féminisme actuel. Le mot est associé à la fois aux suffragettes du début du siècle et au m.l.f. (mouvement de libération des femmes) des années 70. On ne sait plus trop si le mouvement est en expansion ou en perte de vitesse. Bref, on voudrait savoir à qui on a affaire quand on discute avec des féministes. On voudrait également pouvoir jeter un oeil nuancé et critique sur les principales manifestations de ce mouvement social.

Il m'a semblé qu'il était impossible d'aborder ces deux questions sans situer historiquement le féminisme. Je procéderai donc rapidement à cette mise au point avant d'aborder la description et l'analyse des revendications actuelles du féminisme.

## Évolution du féminisme

Comme tant de mots en *isme*, le féminisme est un mot du XIX<sup>e</sup> siècle. Mais ce mouvement social n'est pas apparu inopinément. Il est né de la condition des femmes et c'est la conjoncture politique, économique et sociale du XIX<sup>e</sup> siècle qui en explique l'émergence à ce moment-là de l'histoire, en tant que mouvement organisé.

Avant la révolution industrielle, une sorte de «féminisme avant la lettre» s'est manifesté à divers moments de l'histoire, car il y a toujours eu des femmes qui ont accepté le risque de contester la condition sociale qui leur était imposée par la «nature», celle qui les a principalement assujetties à la procréation.

La création artistique et la marginalité représentent deux voies importantes de la contestation féminine. Plusieurs femmes artistes, poètes surtout, ont ainsi exprimé des revendications de femmes: par exemple, Christine de Pisan ou Louise Labbé et tant d'autres que la littérature officielle a oubliées. La marginalité sociale a souvent résulté du genre de vie de quelques femmes: hétéaires, courtisanes, prostituées, sorcières, toutes ont exprimé de diverses manières la contestation féminine. La «condition féminine», comme on se plaît à dire aujourd'hui, n'est d'ailleurs pas immuable. Il y a des époques, des circonstances, des cultures qui ont accordé aux femmes des pouvoirs, des droits, des privilèges.

Mais la tonalité majeure de la situation des femmes s'est toujours exprimée par l'enfermement. Le meilleur exemple en est le sort qui a été fait aux religieuses. La vocation religieuse a représenté pour les femmes des pays de tradition catholique,

un moyen accepté, voire valorisé, d'échapper au destin de la nature. Or tous les ordres de religieuses ont fini par être soumis à la clôture. Margaret Brennan définit justement la clôture comme «l'institutionnalisation de l'invisibilité des femmes dans les communautés ecclésiastiques».

Toutefois l'Église n'a pas le monopole de l'enfermement des femmes. Le gynécée, l'atrium, le couvent, la chambre des dames, le harem, le boudoir, le salon, la cuisine, la liste pourrait être longue de tous ces lieux où on a enfermé les femmes.

Il est également utile de rappeler que toutes les révolutions ont donné lieu à l'émergence de mouvements organisés de femmes. Ces premières «féministes» ont alors réclamé des droits pour les femmes. Mais toujours, ces femmes ont été neutralisées, bâillonnées, voire ridiculisées. L'histoire nous en rapporte des exemples lors de la révolution américaine, la révolution française, la révolution russe. À chaque occasion, leurs revendications de femmes ont constamment été assujetties à «la» cause.

Sheila Rowbotham a consacré un ouvrage à ce phénomène, *Féminisme et révolution*. Elle y démontre avec éloquence que la cause des femmes n'est pas facilement entendue et qu'on s'est toujours méfié des femmes qui sortaient de leur sphère assignée: la maison, et cela même au coeur des plus profondes révolutions. C'est toutefois à la faveur des révolutions du XIX<sup>e</sup> siècle que le mot «féminisme» est apparu, vers 1837, en tant que mouvement organisé.

## Les premières organisations féministes

Or, quelle est cette conjoncture qui explique l'émergence du féminisme organisé à ce moment-là de l'histoire? Les premières organisations féministes non révolutionnaires sont apparues au milieu du XIX<sup>e</sup> siècle dans les principaux pays industrialisés, principalement aux USA et en Angleterre. Ces mouvements ont été organisés par les femmes de la bourgeoisie et un ensemble de faits peuvent en expliquer l'émergence.

Tout d'abord, la révolution industrielle a modifié les structures sociales et économiques, créant de nombreux problèmes humains dans les villes nouvelles et modifiant considérablement la vie familiale. La famille qui était naguère un lieu de

production commence l'évolution qui la transformera progressivement en unité de consommation. À la même époque, l'évolution des mentalités a contribué à cantonner exclusivement les femmes de la bourgeoisie dans la vie domestique que l'on a alors surnommée la «sphère féminine». Enfin, ces femmes de la bourgeoisie, désœuvrées, se sont mises d'une part, à réclamer des études plus longues et d'autre part, à vouloir prendre en charge les nombreux problèmes apparus avec l'urbanisation: conditions de travail des femmes et des enfants, délinquance, mortalité infantile, épidémies, alcoolisme, prostitution, etc.

Vers 1845, les États-Unis sont mobilisés par un grand courant anti-esclavagiste. De nombreuses femmes y assument des rôles de leadership incontesté. Deux d'entre elles se rendent à Londres à un congrès international contre l'esclavage en 1848. Après discussion, on ne leur permet l'entrée dans la salle des délibérations qu'à la condition qu'elles se dissimulent derrière un rideau! On comprendra que ces femmes fondent, à leur retour, le premier mouvement féministe américain.

Ces féministes bourgeoises ne sont pas les seules à placer la cause des femmes sur la place publique. Des ouvrières ont donc constitué elles aussi des mouvements de femmes, associées soit aux révolutions, soit aux revendications ouvrières, soit aux groupes socialistes, durant tout le XIX<sup>e</sup> siècle, en France, en Angleterre et aux États-Unis. Leur action et leur réflexion sont moins connues, car la répression a été le lot de la plupart de ces groupes, l'occultation de leurs écrits s'est ensuivie de même que la récupération de leurs journaux. Mais les autorités avaient beau jeu, dès les premières revendications, d'opposer les bonnes féministes aux féministes extrémistes.

De tous les mouvements de femmes apparus au XIX<sup>e</sup> siècle, on a donc surtout retenu celui qui était né du désir et du besoin des femmes de la bourgeoisie, de travailler concrètement à transformer la société. Ce désir n'est pas du ressort de ceux qui ont à se préoccuper sans cesse de ce qu'ils mangeront. Le constat d'une bourgeoisie moteur de changement social vaut aussi bien pour les femmes que pour les hommes.

À ce féminisme de *l'engagement social* a vite succédé une double orientation: le féminisme de *l'égalité* entre les hommes et les femmes et le féminisme de *la différence*. Au nom de *l'égalité* entre les sexes, les femmes ont réclamé successivement: l'amélioration des droits civils de l'épouse, le droit à l'éducation supérieure, le droit de vote, le droit d'exercer des professions, le droit de participer aux différents pouvoirs.

## Égalité ou différence

Mais simultanément, bien des féministes de cette époque ont réclamé les mêmes droits au nom de leur spécificité féminine, donc de leur *différence*. Parce qu'elles étaient des mères, elles espéraient que leur participation active à la politique et à la société allait transformer le monde. Les premiers mouvements féministes canadiens (le National Council of Women of Canada, en 1893) et québécois (la *Fédération nationale St-Jean-Baptiste*, en 1907) ont été principalement influencés par le féminisme de la *différence*. C'est avant tout parce qu'elles étaient des mères que ces premières féministes ont revendiqué. Au fond, de la même manière que le radicalisme démocratique du XIX<sup>e</sup> siècle avait cédé la place au prudent progressisme du XX<sup>e</sup> siècle, les réformistes féministes ont rétréci progressivement leurs objectifs en les réduisant à une extension de leurs capacités maternelles. C'est toutefois à cette époque, en gros 1910-1920, que les féministes canadiennes, québécoises ont été les plus actives.

Dans ce contexte, on n'est pas surpris de constater que toutes les autorités ont parié sur ce féminisme de la différence. «Mesdames, disaient les élites religieuses et politiques, ne cherchez pas à être égales des hommes, vous êtes tellement supérieures!» On en est venu rapidement à identifier un «bon» féminisme, celui qui maintenait les femmes dans leur rôle traditionnel. De là l'ambiguïté fondamentale de ces élites face aux revendications: le vote, l'égalité juridique, l'éducation supérieure, les rôles sociaux, le travail professionnel. Du discours des féministes, on n'a conservé que l'exaltation de la différence en mettant la sourdine aux revendications.

On doit par ailleurs rappeler que ces élites ne s'opposaient qu'au travail professionnel des femmes. Car l'autre travail, on n'avait jamais douté que les femmes puissent l'accomplir: travail domestique, ménager, agricole, industriel ou «au noir». C'est de cette période (en gros 1850-1940) que datent les premières victoires féministes. Au Québec, on peut toutefois noter le retard de ces victoires relativement au reste du Canada. Droits civils: 1964; droit de vote, 1918 au fédéral et 1940 au provincial; droit à l'éducation supérieure, après 1907; droit aux professions, après 1930.

## Repli

Un repli conservateur a suivi, accéléré par les désarrois de la crise économique et de la seconde guerre mondiale, vidant même le concept de féminisme de son aspect revendicateur au nom de la complémentarité des rôles et des fonctions. Ce repli a été particulièrement visible aux États-Unis où le féminisme avait réalisé de belles victoires dès 1890. *La mystique féminine*, telle que dénoncée par Betty Friedan, a achevé de neutraliser dans les faits, après 1945, tous les acquis obtenus au nom du féminisme de l'égalité.

Alice Rossi a tenté d'expliquer ce déclin du féminisme et estime que la «mystique féminine» a eu une grande influence parce qu'elle a été contemporaine de deux autres phénomènes. Formellement, les femmes avaient obtenu une certaine égalité. Mais il est plus facile de faire changer les lois que de transformer les habitudes sociales, les attitudes et les mentalités. La difficulté de l'entreprise de modifier le tissu social a interrompu le mouvement féministe. Par ailleurs, le féminisme a été historiquement fort lorsqu'il a été jumelé à d'autres mouvements réformistes: anti-esclavagisme, anti-alcoolisme, réforme sociale, etc. Or, après la seconde guerre mondiale, on observe un déclin du radicalisme en politique, un essor sans précédent de l'économie qui crée la société d'affluence et une montée très nette de conservatisme social. Cette conjoncture a brisé l'élan des mouvements féministes.

Malgré tout, les transformations structurelles des années 50 et 60 dans le monde occidental se sont produites. Elles ont été jumelées à d'irréversibles changements de mentalités. Des mouvements inaugurés cent ans plus tôt ont fini par modifier de larges secteurs de la vie féminine. L'accès à une contraception efficace, les transformations du monde scolaire, la nécessité du travail salarié des femmes et son acceptation, l'ouverture de nouvelles occupations dans les nouvelles bureaucraties, la participation des femmes aux médias, la diminution des vocations religieuses, l'engagement des femmes dans des causes politiques, sociales ou culturelles, autant de facteurs qui ont contribué à faire éclater les cadres traditionnels. Au début des années 60, bien des femmes estiment que le féminisme est dépassé. Car, sans mouvements féministes organisés, les femmes ont alors l'illusion d'avoir obtenu l'égalité.

## Nouveau féminisme

Pourvu qu'elles remplissent bien leurs rôles d'épouse et de mère, les femmes peuvent jouer le rôle de leur choix dans la société. L'émergence d'un nouveau féminisme allait naître de ce *pourvu que...*, des limites imposées au *choix* des femmes, et des conditions que la société continuait d'imposer au *rôle dit naturel* des femmes. Les femmes actives ont alors réalisé qu'on leur demandait d'être des super-femmes. Elles ont constaté que la société ne leur offrait aucun service pour les seconder dans leurs doubles tâches. Elles ont fait face au double standard des exigences et des compétences entre hommes et femmes. Elles ont mis le doigt sur des inégalités cachées de l'ordre social.

Dans un premier temps, le féminisme de l'égalité a refait surface, notamment après 1966, par la fondation de la Fédération des femmes du Québec, de l'AFEAS et par les travaux de la Commission Bird. Mais il a été bientôt accompagné d'une multitude d'autres féminismes: le féminisme de la contestation de l'ordre social (les marxistes); le féminisme de la contestation du pouvoir masculin (les radicales); le féminisme de l'exaltation de la féminité; le féminisme de l'androgynie (tendance qui met en avant une redéfinition des rôles culturels).

Ce nouveau féminisme est né de l'expérience de milliers de femmes qui militaient dans les divers groupes contestataires de la fin des années 60: mouvements nationalistes, étudiants, pacifistes, intégrationnistes, socialistes, etc. Leur expérience a démontré qu'elles n'étaient pas des membres à part entière dans ces organisations variées. On tient à elles, mais à condition qu'elles se contentent de besoins obscurs: la dactylographie, le café, les enveloppes, la photocopie, etc. ou du soutien des leaders. On conteste qu'elles veuillent jouer, dans l'action et la réflexion, le même rôle que les hommes.

À Paris, à New York, à Montréal, à San Francisco, à Berlin, le même scénario s'est répété. Le mouvement en faveur du changement social a révélé aux femmes activistes leur propre oppression. Les femmes étaient exclues des décisions politiques. À la suite de ces prises de conscience, le mot même de féminisme a changé de sens. Un peu partout dans le monde, le M.L.F., le Women's Lib est apparu.

La définition traditionnelle du féminisme: «ensemble de mouvements sociaux qui ont en commun l'objectif de procurer à la femme des droits et un rôle plus étendus» (Robert), ne convient plus aux nouveaux mouvements qui se qualifient de féministes, car ces derniers posent comme préalable, soit la lutte des classes sociales, soit la fin de l'oppression du masculin sur le féminin et contestent, par conséquent, l'exercice traditionnel du pouvoir.

Ce féminisme qu'on pourrait qualifier d'essentiel dénonce une conception culturelle du féminin qui est présentée comme naturelle. Son militantisme a donc un rapport existentiel avec le radical «fémin—» et non plus un simple rapport qualitatif. D'ailleurs, dans leur désir de se distinguer des mouvements masculins, plusieurs ont préféré utiliser l'expression «mouvements des femmes» au terme «féminisme». Car, depuis 1969, il y a bien des manières d'être féministe.

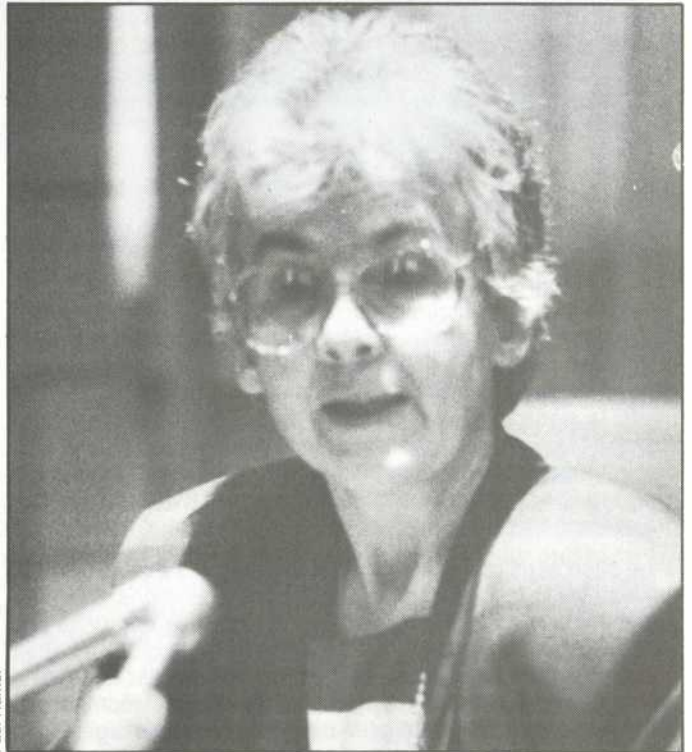
## Ce qui se passe actuellement

Le débat actuel sur la condition des femmes n'a donc plus rien à voir avec l'analyse féministe de la période 1850-1940. Des groupes féministes organisés existent toujours, mais ce qui caractérise le féminisme, c'est d'être polarisé sur des objectifs précis. Je suggère de regrouper ces objectifs autour de quatre

pôles: le corps, le travail, la parole et le pouvoir, afin d'y voir plus clair. Il faut préciser aussi que pour chacun de ces objectifs, les motivations et les arguments ne sont pas univoques et couvrent parfois un éventail de positions très variées sur chaque question.

## Le corps

Sous cette rubrique, se situent quelques-uns des plus grands débats féministes: la contraception, l'avortement, la pornographie, la violence, le contrôle de la santé, les techniques d'auto-défense (le wendo), le soutien des femmes enceintes et des



Paul Hamel

Mme Micheline Dumont

mères célibataires et le lesbianisme. Cette seule énumération est éloquent: elle concentre les débats les plus intenses, les plus émotifs, les plus radicaux et les moins neutres. En filigrane sous chaque débat, le contrôle que les hommes ont historiquement exercé sur le corps des femmes. L'ébranlement de ce contrôle par les femmes elles-mêmes semble remettre en question l'identité ontologique des hommes tant les débats sont violents. On sait que le débat sur l'avortement a polarisé le nouveau féminisme comme le débat sur le droit de vote avait polarisé le féminisme primitif.

Les réalisations ici sont multiples mais complexes et controversées: accès à la contraception, éducation sexuelle, facilité d'accès à l'avortement variable selon les endroits, maisons d'hébergement, centres de santé. Au fond une plus grande autonomie des femmes face à leur corps, réalité que les hommes semblent ne pas accepter comme groupe. La vieille loi du «double standard» sur l'adultère est abolie, mais dans les faits, un nouveau «double standard» est plus vivace que jamais.

Il ne faut toutefois pas croire que ces acquis règlent les problèmes, car les femmes vivent dans leur corps (et non pas au niveau des principes) certaines conséquences de l'expression légitime de leur sexualité. La peur est au centre de ces souf-

frances: peur des femmes et des hommes, et surtout absence totale de vrai dialogue entre eux.

Les percées s'accomplissent en ce moment principalement par le caractère public du débat. Un «non dit» explosif accède à l'expression et modifie les règles traditionnelles du non-dialogue. Comment être à la fois contre l'avortement et la contraception? Comment se voiler la face devant les statistiques des agressions sexuelles, des viols, des femmes battues? On pourrait allonger la liste des questions: à l'évidence, ce débat est brûlant.

C'est d'ailleurs dans ce domaine que ce qu'on appelle la nouvelle droite (nous y reviendrons) est la plus active. La législation sur la pornographie, l'organisation de la prostitution, les débats légaux et religieux sur l'avortement sont symptomatiques des définitions culturelles aberrantes qui ont été données historiquement à la sexualité masculine et féminine. Cette question est fondamentale. Elle sous-tend toute l'analyse de la condition féminine, car elle se retrouve dans les points suivants.

### Le travail

À ce chapitre, les objectifs des femmes sont également nombreux: la fin de la discrimination sexuelle dans l'emploi; l'accès à l'éducation; les promotions et les salaires; les congés de maternité et les garderies; l'élimination du harcèlement sexuel au travail; le statut et les droits des femmes collaboratrices de leurs maris; la reconnaissance du travail ménager et le soutien financier des femmes au foyer; les comités de condition féminine de plusieurs organismes: centrales syndicales, congrégations religieuses, partis politiques et une myriade d'associations professionnelles.

Le bilan est-il positif ou négatif? En théorie, l'égalité formelle est acquise et inscrite dans la plupart des législations. Des organismes comme la *Commission des droits de la personne* permettent aux femmes d'en appeler de certains accrocs à l'application des lois. Le principe de l'action positive est accepté et souvent mis en pratique. On met sur pied en ce moment des programmes d'accès à l'égalité dans de nombreux organismes gouvernementaux.

Mais on doit noter toutefois la lenteur avec laquelle s'opèrent les changements de mentalités et d'attitudes. Le cercle vicieux de l'éducation féminine et de l'emploi féminin n'est pas d'être brisé. Il y a l'«école rose» et «les cols roses». On continue de ne valoriser qu'un seul modèle de réalisation professionnelle: le modèle masculin. Les changements technologiques risquent de se faire sur le dos des travailleuses. La société continue de pénaliser collectivement les femmes qui décident de travailler et d'avoir des enfants. On résiste à modifier les horaires.

L'institution religieuse semble la plus réticente à modifier ses législations. Que je sache, l'Église institutionnelle n'a pas envisagé la possibilité de mettre en pratique un programme d'accès à l'égalité. La percée la plus spectaculaire des récentes années a été celle des femmes collaboratrices de leurs maris qui commencent enfin à avoir accès aux protections normales des travailleurs.

Le repli conservateur continue de se manifester notamment sur la question des garderies, remises périodiquement en question alors qu'historiquement, la société canadienne a toujours toléré et valorisé les orphelinats où n'étaient hébergés (et dans quelle condition!), cela est démontré, que 1% de vrais orphelins. Quant au travail ménager, ce n'est même pas un foyer de résistance: les hommes continuent de penser collectivement que c'est une occupation *naturellement* féminine.

C'est par la parole que les femmes se sont davantage manifestées depuis quinze ans. Maisons de femmes, groupes de discussion (*consciousness raising groups*), maisons d'édition, librairies, pièces de théâtre, spectacles, films, publications de toutes sortes, groupes de recherches, revues populaires ou scientifiques, colloques, cours, programmes d'études, associations, sessions de formation, sessions d'information, la liste serait prodigieuse. Mode passagère? Non. Le mouvement est irréversible et ne donne en ce moment aucun signe de ralentissement.

Les réalisations sont donc nombreuses et surtout pluralistes. Toutes les tonalités sont exprimées et tous les milieux sont touchés. Je n'en donnerai ici que quelques exemples pris dans le milieu universitaire que je connais davantage et dans le réseau pan-canadien. On compte au moins deux organismes pluridisciplinaires bilingues: l'ICREF-CRIAW (Institut canadien pour l'avancement de la recherche sur les femmes, depuis 1976) et la «Canadian Women Studies Association» qui multiplie les congrès, programmes d'études, recherches et publications. On note également plusieurs revues de haut calibre, où les chercheuses peuvent publier le résultat de leurs recherches. Des revues de large diffusion sont également publiées. *La vie en rose*, la plus importante, est la dernière et la plus solide des revues féministes qui ont paru au Québec depuis 1970. La notoriété la plus spectaculaire se situe au niveau de la création littéraire car l'écriture féminine québécoise s'est acquise une réputation internationale.

Mais, les risques de récupération guettent l'ensemble de ces efforts. Le «féminin» et le «féminisme» sont devenus des produits qui se vendent bien. Le risque est donc grand que la société de consommation neutralise l'analyse féministe comme elle a neutralisé la vague «hippie» des années 70. Les réactions masculines sont également typiques. «Encore un livre sur les femmes!» entend-on souvent! Mais jamais les femmes ne réussiront à écrire sur elles-mêmes autant que ce que les hommes ont écrit sur les femmes.

Un exemple entre mille: il s'est écrit en Europe, entre 1400 et 1600, donc bien avant la généralisation de l'imprimé, plus de 890 ouvrages sur le seul sujet de l'éducation des femmes, ouvrages dont le commun dénominateur est un discours visant à exclure les femmes, de par leur nature, de la pratique de la vie scientifique et de l'accès aux modes variés d'instruction. Au fond, le discours des femmes sur les femmes reste inaudible, marginal. Il est toléré seulement. À peine est-il articulé qu'on voudrait le voir cesser.

### Le pouvoir

Une des conséquences de la parole des femmes a été de remettre en question le pouvoir à tous ses niveaux. Au-delà des «conquêtes», toutefois, la vraie tonalité de cette analyse a été d'affirmer: «Le privé est politique», rendant archaïque la division structurelle entre le privé et le public.

C'est ici que le changement semble le plus visible. Des femmes sont maires, députées, ministres, présidentes de syndicats, de compagnies, de conseils d'administration. Les hommes sont d'ailleurs myopes. Il leur suffit de deux ou trois députées pour affirmer mélancoliquement: «Depuis que les femmes dominent en politique...»

Mais quel est le lot de ces super-femmes-vedettes? Les modèles qu'on leur propose sont exclusivement masculins et on leur applique autrement le double standard: elles doivent être doublement compétentes — ne peuvent être émotives — ne peuvent faire de gaffes, etc. D'ailleurs, pour plusieurs fem-



Paul Hamel

Prendre le temps de se parler: la session des 1er et 2 mars derniers.

mes, ce type de pouvoir-là ne les intéresse pas.

C'est pourquoi l'acquis le plus significatif se situe dans une discussion permanente sur un pouvoir parallèle, subversif, un autre pouvoir. Comme il y a une *Autre parole*. Les théologien-nes sont en effet à l'avant-garde de la réflexion avec toutes leurs recherches sur un nouveau concept de Dieu, sur les exigences d'une humanité nouvelle, sur une relecture de la Bible. Depuis qu'elle s'est polarisée sur le pouvoir et non plus exclusivement sur les droits, la réflexion féministe s'approfondit et par conséquent devient plus menaçante.

La résistance la plus notoire se situe en ce moment au sein des structures ecclésiales catholiques. Par contre, on se demande si les instances politiques n'utilisent pas quelques femmes uniquement comme preuve de leur bonne volonté. Est-ce qu'on ne tolère les femmes dans une instance de pouvoir que lorsque le vrai pouvoir est déplacé dans un nouveau lieu? La question est de plus en plus posée.

### Une analyse critique des mouvements de femmes

La longue énumération qui précède illustre qu'il n'est pas facile de s'y retrouver. Le mouvement féministe n'est pas univoque et chaque courant a sa place dans la conjoncture actuelle.

Il est plus que temps de rejeter la vieille distinction entre le *bon* féminisme et le *mauvais* féminisme; entre les féministes *radicales* et les féministes *modérées*. Mieux, on tente de lancer en ce moment une nouvelle dichotomie: oui au *féminisme* et non aux *féministes*. Et les journaux et magazines de publier les entrevues des jeunes filles qui croient aux victoires du féminisme mais qui refusent de se dire féministes. Et les analyses de dénoncer ces féministes qui s'arrogent le droit de parler au nom de toutes les femmes et pervertissent la cause des femmes à des fins politiques.

Il faut aller plus loin. Depuis deux ou trois ans, des mouvements anti-féministes ont fait leur apparition, venus des États-Unis. Le plus important est le REAL Women au sigle si ambigu (REAL signifie Realistic, Equal, Active for Life). Ce groupe poursuit plusieurs objectifs: contre l'avortement et la contraception,

contre l'égalité du salaire pour un travail égal, contre un programme général de garderies, contre les programmes d'action positive, contre l'attribution de fonds fédéraux pour le statut de la femme. Comme on peut le constater, la «nouvelle droite» n'y va pas par quatre chemins. À l'été de 1984, une campagne de lettres et de télégrammes a acheminé des millions de messages aux ministres fédéraux. En fait, il semblerait que le groupe REAL Women jouisse d'appuis financiers importants pour neutraliser et annuler tous les acquis féministes. Ils prétendent regrouper 20 000 membres mais refusent de divulguer le nom de leurs bailleurs de fonds et leurs listes de membres. Et notons au passage que REAL Women ne s'intéresse à aucune des questions relatives à la violence faite aux femmes.

L'analyse féministe est inquiétante. Mais reconnaissons-le: l'anti-féminisme n'est guère plus rassurant. Or, si des femmes sont réticentes à se dire féministes, c'est peut-être parce qu'elles ont peur.

On a fait aux femmes une réputation de gentillesse. Elles sont supposées être gentilles naturellement. Ce qui est complètement faux évidemment. Par ailleurs, aujourd'hui comme naguère, les féministes ont été perçues comme des folles, des hystériques. Ce qui est également complètement faux. Quand les femmes auront compris qu'on les déchire entre deux fausetés: 1- les femmes sont gentilles; 2- les féministes sont folles, l'option deviendra beaucoup plus confortable.

Par ailleurs, on réclame des femmes l'unanimité, l'orthodoxie, la solidarité. Pourquoi? (Que je sache, les hommes eux n'ont jamais atteint ni l'une, ni l'autre). L'important ici est de retenir que le mouvement féministe, répétons-le, ne recouvre pas une réalité univoque, mais plutôt des mouvements fort divers par leur cadre théorique, leurs objectifs, leur idéologie et leurs moyens d'action. Actuellement, le mot «féminisme» est un mot qui fait peur. Et c'est normal. Il y a un siècle, le mot «libéralisme» faisait office d'épouvantail dans les milieux religieux. Aujourd'hui, le libéralisme fait plutôt vieux jeu et ses partisans passent pour des gens de droite. Alors...

Dans l'éventail des féminismes, on peut distinguer trois grandes tendances. On peut souhaiter être *comme les hommes*. C'est le féminisme de l'égalité, caractéristique du féminisme originel, position qui ne conteste pas l'ordre social établi et se

contente d'en dénoncer les subordinations et de chercher à les annuler par les outils traditionnels de la politique. Les *Women's lib* des années 70 ont proposé une autre analyse: les femmes sont *contre les hommes*, ou à tout le moins *séparées des hommes*. Cette analyse, la plus radicale, polarisée par une contestation de la société, de la famille, de la sexualité, du capitalisme, a donné lieu aux prises de position les plus lapidaires, celles qui inquiètent tant les hommes. Ses moyens d'action visent souvent le conflit, mais ses analyses ont transformé le féminisme. Enfin, plusieurs personnes, hommes et femmes, ont basé leur analyse sur la critique des rôles culturels, masculins et féminins et ont mis de l'avant le pluralisme nécessaire qui devrait émerger des transformations actuelles. Ces personnes souhaitent qu'*hommes et femmes soient égaux entre eux* mais selon des modèles qui restent à inventer et qui seront déterminés par les hommes et les femmes ensemble. Dans cette analyse, aucune complémentarité: simplement à l'horizon, une société nouvelle.

Mais ces savantes distinctions demeurent surtout théoriques. Ces tendances s'influencent l'une l'autre au niveau des stratégies, des objectifs, des arguments, ce qui augmente la difficulté de tout comprendre. La vie ne s'enferme pas dans des distinctions théoriques.

L'analyse féministe dérange. Elle ne laisse rien d'intact de ce qu'elle touche. Le mouvement des femmes ne laissera rien comme avant: ni la famille, ni le travail, ni l'organisation sociale, ni la définition du spirituel, ni les relations entre les sexes.

Il y a donc bien des manières d'être féministe. Les mass media, comme de juste, montent en épingle les prises de position et les manifestations les plus spectaculaires. C'est ce qu'on faisait également au XIX<sup>e</sup> siècle pour le libéralisme. Cela oblige bien des femmes mobilisées par une cause féministe qui les préoccupe, à dire "Je ne suis pas féministe, mais...". Prenons un exemple. Tout le monde sait qu'il est souvent dangereux pour une femme de sortir seule le soir. Depuis quelques années des groupes de femmes organisent, durant l'automne, une marche nocturne pour protester contre cet état de fait. Quoi de plus légitime! Pourtant, cette marche est perçue comme une manifestation agressive, et ennuie beaucoup les personnes, femmes et hommes, qui ne veulent pas être dérangées par la conscience d'un problème. Il est bien certain que la majorité des hommes ne s'attaquent jamais à une femme. Les hommes sont donc furieux d'être associés à l'agressivité de quelques-uns d'entre eux. Mais faudrait-il que les femmes continuent de se taire et d'avoir peur? On peut poser la question.

Dans le panorama actuel des mouvements de femmes, trois autres facteurs contribuent à alimenter la confusion.

Tout d'abord, l'un des courants idéologiques féministes conteste le concept même d'autorité et de structure hiérarchique. Ces deux réalités, estiment quelques femmes, sont masculines et n'ont produit que des conflits et des guerres. Un grand nombre de mouvements de femmes se constituent donc sans organisation structurée, sans leader, parfois même dans l'anonymat. Ces groupes se font et se défont avec une vitesse surprenante. En dresser le tableau, c'est se résigner à produire un document périmé avant même qu'il ne soit complété. Ces groupes sans structures apparentes sont nommés *groupes auto-*

*mes de femmes* parce qu'ils ne sont reliés à aucun parti, à aucune cause identifiée. Ces groupes autonomes proviennent souvent des syndicats, des partis politiques et sont constitués lorsque les femmes constatent que les priorités des femmes ne deviennent jamais les priorités des syndicats ou des partis. Ainsi plusieurs groupes féministes se constituent le plus souvent sans l'appareil bureaucratique et l'organigramme habituels.

Une autre grande caractéristique des mouvements de femmes, c'est qu'ils se forment habituellement autour d'un objectif très concret. C'est la liste de ces objectifs que je vous ai présentée dans la seconde partie de l'exposé. Or la plupart ne peuvent fonctionner qu'avec de maigres subventions et ne comptent sur aucune permanence. Plusieurs ne réussissent à durer que quelques années, voire quelques mois. Au fond, ce ne sont pas les groupes de femmes qui sont provisoires, ce sont les gouvernements qui les maintiennent dans le provisoire.

Enfin, parallèlement à ces groupes, il existe au Canada une grande fédération féministe nationale, le *National Action Committee on the Status of Women* qui regroupe des centaines de groupes variés dont une trentaine d'associations nationales. Dans chaque province, des fédérations de groupes de femmes existent également. Au Québec, c'est la *Fédération des femmes du Québec*, fondée en 1966. On peut y ajouter l'AFEAS (Association féminine d'éducation et d'action sociale), fondée la même année.

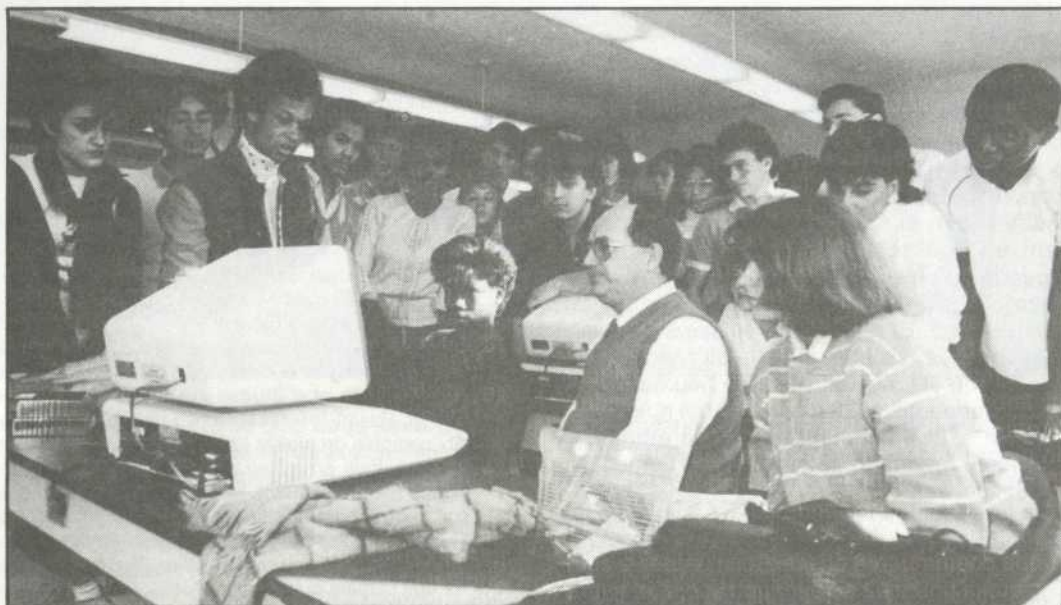
Sous la pression de ces grands organismes, lesquels avaient suscité la *Commission d'enquête sur la situation de la femme au Canada* (Commission Bird, 1968-1971), les gouvernements ont été obligés de mettre sur pied des structures officielles pour donner aux femmes une plate-forme politique à leurs revendications. Le Conseil consultatif canadien sur la situation de la femme a été mis sur pied à Ottawa en 1973. Des conseils provinciaux existent également presque partout. Celui de Québec existe aussi depuis 1973. Plusieurs aimeraient que ces groupes identifient tout le féminisme. Mais il n'en est rien. Il est courant, en ce moment, d'entendre les féministes les plus engagées protester contre l'action des conseils et des gouvernements, accusés de récupérer les revendications des femmes, de les neutraliser ou de les faire passer au dernier rang des priorités gouvernementales. Elles entretiennent donc un réseau parallèle de revendications (manifestations, textes provocateurs, déclarations) qui maintiennent dans le public, avec la puissante complicité des médias, l'image que les féministes sont toutes enragées.

\* \* \*

Entre toutes les tendances la majorité des femmes est partagée, je dirais même déchirée, car il est devenu impensable d'être femme et de nier les interrogations fondamentales que pose l'analyse féministe. C'est peut-être qu'il n'y a rien de plus dérangeant que l'analyse féministe. C'est une perspective foncièrement acérée: elle ne laisse rien d'intact de ce qu'elle touche. Et on doit la mettre sur le même plan que les grandes interrogations de l'ère contemporaine: l'opposition Nord-Sud; la menace nucléaire; la nature coïncée entre la pureté et la pollution; les pièges de l'informatique et de l'automatisme. Le mouvement des femmes, s'il n'est pas interrompu par l'une ou l'autre des forces que je viens d'énumérer et qui risquent de nous renvoyer à l'âge de pierre ou de nous transformer en robots aseptisés, ne laissera rien comme avant: ni la famille, ni le travail, ni l'organisation sociale, ni la définition du spirituel, ni les relations entre les sexes. On peut se boucher les yeux; on ne peut pas prétendre que c'est dépassé. On comprend aussi la peur des unes et des autres: l'inconnu est à notre porte. Notre société saura-t-elle faire face à la révolution que l'analyse féministe entraîne? ■

# L'ÉCOLE MONTRÉLAISE ET LE MULTICULTURALISME

par Julien Harvey



J. Cécilas / L'Alliance

Une classe d'informatique à l'école St-Luc.

En milieu scolaire montréalais, la diversité culturelle est une réalité dont l'importance augmente sans cesse. Dans 50 des 161 écoles de la CECM les groupes allophones constituent entre 20% et 80% des étudiants et étudiantes. L'une d'entre elles, St-Luc, compte 77 groupes ethniques différents! Tout cela constitue une valeur exceptionnelle mais crée inévitablement des problèmes.

Des problèmes qui s'aggravent sans doute avec le nombre et la variété des cultures en présence: les organisations néo-québécoises disent représenter actuellement 34% de la population du grand Montréal et estiment que dans dix ans leurs enfants formeront plus de 50% de la population scolaire. Des problèmes qui s'aggravent aussi du fait que le succès de la Loi 101 après dix ans est de beaucoup inférieur à ce qu'on pouvait espérer<sup>1</sup>. D'où l'intérêt d'une réflexion à ce moment-ci<sup>2</sup>.

## Quelques présupposés

Il est d'abord utile de nous rappeler que ce débat sur la transmission de la langue et de la culture n'est pas neuf. Depuis

1763 et plus encore depuis l'Institution Royale en 1818, nos ancêtres y ont fait face, du côté de la minorité<sup>3</sup>. Et bien plus encore nos compatriotes amérindiens ou inuit.

Pour renouveler le débat, j'utilise ici spécialement les recherches du Conseil de la coopération culturelle (CDCC) du Conseil de l'Europe. Plus spécialement, le «Projet no 7» de ce conseil, qui explore depuis 1979 «l'éducation et le développement culturel des migrants».

Avant d'aller plus loin il peut être utile de s'entendre sur une définition de la culture. Parmi les quelque 200 qui ont été recueillies et comparées, je choisis comme plus sûre, parce que plus descriptive, celle d'Edward B. Taylor: «La culture est cet ensemble complexe qui comprend les connaissances, les croyances, les arts, la morale, le droit, les coutumes et les autres aptitudes et habitudes acquises par l'être humain en tant que membre d'une société»<sup>4</sup>.

J'ajoute, avec un chercheur néerlandais du «Projet n. 7», A.J.F. Köbben<sup>5</sup>, que la culture dont je parle ici comporte neuf éléments: 1) l'élément cognitif: la langue, les connaissances, les croyances; 2) l'élément normatif: les valeurs, les normes, l'éthique sociale, familiale et personnelle; 3) l'élément affectif: les sentiments, les affinités politiques; 4) l'élément esthétique: le sens de ce qui est beau, bon, savoureux, amusant et l'inverse; 5) le comportement: les coutumes, le mode de vie, les gestes symboliques; 6) l'appartenance à des groupes primaires: famille, parenté, amis, voisinage; 7) l'appartenance à des associations: groupes ethniques, Églises, associations sportives et récréatives, syndicats, partis politiques; 8) l'utilisation de services: éducation, logement, soins de santé, journaux, aide sociale; 9) la place dans la société: juridique, politique, économique, professionnelle.

Ceci peut sembler fastidieux, mais je crois que lorsqu'on parle d'éducation tout ce schéma est impliqué. Alors que dans nos réflexions personnelles sur les étrangers et les immigrants, nous risquons fort de le réduire à la langue, qui ne représente qu'un

1. Le rapport du Bureau québécois de la statistique intitulé *La situation démographique au Québec, édition 1985* constate que «la langue anglaise est la grande gagnante des transferts linguistiques». Sur 123 000 immigrants récents qu'on a recensés, 114 000 avaient choisi l'anglais comme «langue parlée à la maison».
2. Ces réflexions ont été présentées sous une autre forme au Colloque de l'Alliance des professeurs de Montréal, le 25 mars dernier.
3. Voir par ex. Louis-Philippe Audet, *Histoire de l'enseignement au Québec, 1608-1971*, Montréal, 1971, 2 vol.; C.B. Sissons, *Church and State in Canadian Education*, Toronto, 1959.
4. Dans *Primitive Culture*, Londres, 1891, p. 1.
5. Dans Mateo Alaluf Ed., *La culture d'origine et la culture des migrants*, Conseil de l'Europe, CDCC, Stasbourg, 1982, p. 22.

tiers du premier des neuf facteurs! Nos ancêtres en étaient bien conscients et ils n'ont jamais été satisfaits d'une école où la langue serait séparée de la culture.

Parmi les prérequis à notre réflexion, il est également important de nous rappeler que dans la vie de l'enfant, l'école se situe à mi-chemin entre la famille et la vie publique, en particulier le travail; à ce titre, elle doit être plus proche de la famille au préscolaire et à l'élémentaire, pour se rapprocher de plus en plus de la vie sociale et du monde du travail, au secondaire et au collégial.

Ceci vaut tout particulièrement de l'école qui s'adresse à des immigrants ou à des enfants d'immigrants. On a étudié en détail leur fragilité d'identité, leurs difficultés d'adaptation, les obstacles qui leur sont propres, en particulier la discrimination dans la vie sociale scolaire et les difficultés linguistiques<sup>6</sup>. Dans ce contexte, surtout pour l'élémentaire et le début du secondaire, il sera essentiel que l'école, et concrètement les maîtres et institutrices, aient un contact ferme avec la famille et éventuellement le quartier où résident les enfants immigrants<sup>7</sup>.

Tout ceci sera encore plus urgent pour l'enfant d'une famille défavorisée économiquement<sup>8</sup>. Et plus urgent encore si l'enfant fait partie d'une des minorités «visibles», une qualification qu'il faut bien utiliser malgré qu'elle ne soit pas très heureuse<sup>9</sup>. À cela peut s'ajouter l'analphabétisme des parents, qui rend plus difficile l'apprentissage<sup>10</sup>. Si finalement le groupe ethnique concerné vit pratiquement en ghetto, la difficulté de l'enfant à l'école est encore plus élevée.

En second lieu, je crois essentiel de poser comme prérequis que l'attitude et l'action *des maîtres et institutrices* est le facteur vital dans toute cette question. Les structures, les programmes, les manuels sont des réalités importantes, mais qui n'auront pratiquement aucun impact si la personne qui anime la classe n'est pas entièrement préparée ni entièrement engagée dans l'éducation interculturelle<sup>11</sup>.

### Le noeud du problème

Plusieurs voix autorisées, y compris celle du pape Jean-Paul lors de son voyage au Canada, ont célébré la capacité d'accueil du Canada, du Québec et particulièrement de Montréal, en soulignant que «Montréal est probablement la région métropolitaine de taille intermédiaire la plus diversifiée culturellement et la plus polyglotte du continent»<sup>12</sup>; en rappelant que les groupes ethniques montréalais développent la moitié

moins de difficultés psychologiques que partout ailleurs dans le monde occidental, parce que la pression du groupe d'accueil est très peu accentuée<sup>13</sup>; que nous sommes un milieu d'accueil

6. Par ex. Raimundo Dinello, *La formation en situation de transculturation*, Bruxelles, A. de Boeck, 1977; en particulier, le schéma-synthèse des phases d'acculturation, p. 16.
7. Voir Adil Jazouli, «Évolution des rapports parents-enfants dans l'immigration», dans *Parents et enfants dans l'immigration*. Cahiers de la pastorale des migrants, n. 20, Paris, 1984, pp. 5-14.
8. Cf. la recherche d'Anne Laperrière sur *L'intégration socio-scolaire des enfants d'immigrants en milieu pauvre* (Montréal, 1983), au Conseil scolaire de l'île de Montréal.
9. Voir Mohamed Hamadi Bekouchi, «Les jeunes issus de l'immigration face aux mutations», *Dossier Migrations* n. 26 (Paris, CIEM, mai-juin 1985, p. 1-4).
10. Nous avons une recherche de Carole Morin, *J'apprends avec mon enfant*, Montréal, Conseil scolaire de l'île de Montréal, 1985.
11. Je devrais ici citer au complet une série de recommandations formulées par un Groupe du Conseil de la coopération culturelle du Conseil de l'Europe (voir Micheline Rey, *Rapport final du Groupe de travail*, Conseil de l'Europe, CDCC, Strasbourg, 1984, p. 14-18). Il faudrait également citer largement l'étude de Xavier Couillard, *De la culture d'origine et de la pédagogie interculturelle*, (Paris, Centre d'Information et d'Études sur les Migrations Méditerranéennes, 1981). Parmi les ressources québécoises, il faut signaler la bibliographie de Noëlla Lahaie (*Outils pédagogiques pour une école multiethnique en milieu défavorisé*, Montréal, Conseil scolaire de l'île de Montréal, 1985), les monographies du même Conseil scolaire sur quinze communautés culturelles plus représentées, les trois études faites sur des écoles multiculturelles concrètes de notre milieu (LaMennais, Jean-Jacques-Olier, Bedford). Dans la même veine, les huit cahiers publiés par l'Atelier Sud-Nord sous le titre de *Guide-ressources pour une éducation à la compréhension internationale* (2541, boul. Edouard-Montpetit, App. 10, Montréal H3T 1J5). Pour la formation personnelle des maîtres, on appréciera également une recherche du Conseil de l'Europe, à l'intérieur du «Projet n.7» du CDCC, où on a recueilli douze expériences de pédagogie interculturelle en autant de pays (*Recueil d'informations sur les opérations d'éducation interculturelle en Europe*, Conseil de l'Europe, CDCC, Strasbourg, 1983, 211 p.). Et je n'ai nullement la prétention d'être exhaustif.
12. Pierre Anctil, «Double majorité et multiplicité ethnoculturelle à Montréal», dans *Recherches sociographiques* 25,3 (1984), p. 441-456. — On trouvera les textes du pape Jean-Paul II dans *Jean-Paul II au Canada (9-20 sept. 1984)*, Montréal, Fides, cahiers 5 et 6.
13. Peter Hitch, «The mental Health of Refugees: A Review of Research», dans Ron Baker Ed., *The Psychosocial Problems of Refugees*, Londres, The British Refugee Council, 1983, p. 42-49.

retraite biblique de Socabi

## FAIS VENIR TON RÈGNE

avec André Leblanc, p.m.é.

DATES: du 30 juin au 5 juillet 86.

HEURES: du lundi 19h30 au samedi 17h.

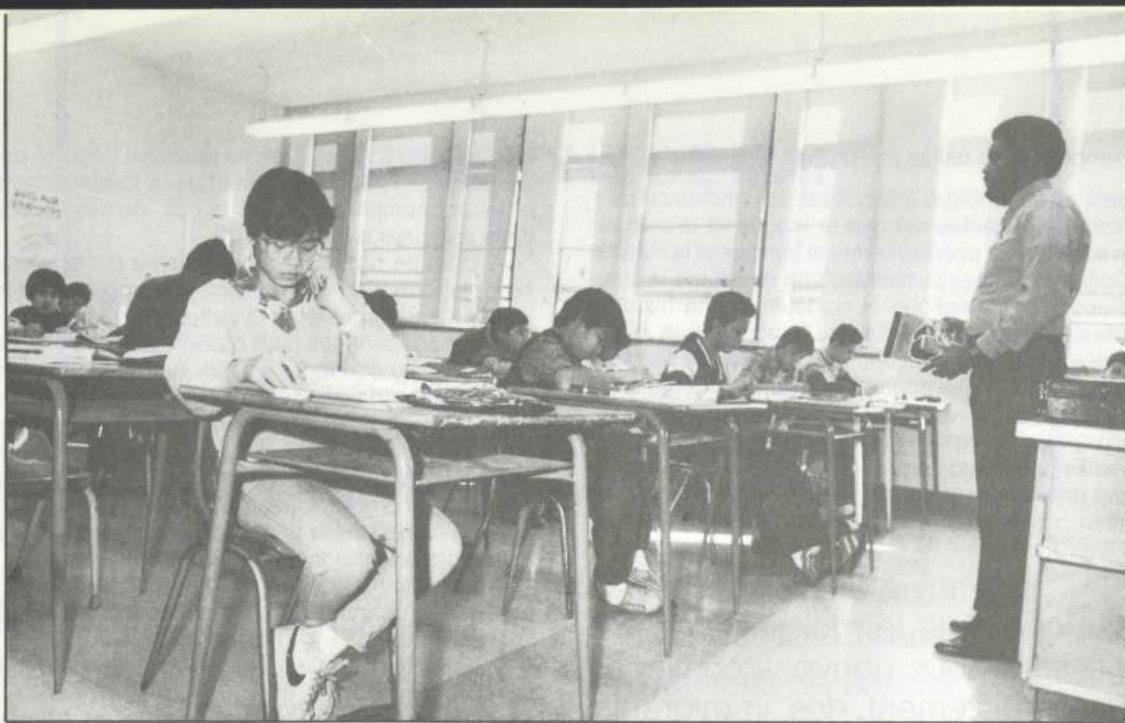
ENDROIT: Maison Reine-des-Coeurs  
(Pères Montfortains), R.R. 3, Rive  
Nord, Drummondville, Qc  
J2B 7T5 Tél.: (819) 472-5449  
(demander le P. Lassonde).

FRAIS: inscription de 65\$ payable à l'avance  
à Socabi (20\$ non remboursables).  
Chambre et pension: 23\$/jour X 5 =  
115\$, payable sur place.

information et inscription: s'adresser à

# SOCABI

Société catholique de la Bible, 7400, boul. St-Laurent #519, Montréal H2R 2Y1 (514) 274-4381



J. Cédras / L'Alliance

idéal pour le *multi-culturalisme* parce que nous sommes un peuple formé par la longue convivance de deux cultures. Mais personne ne nous dit quelle est la formule sociale et encore moins scolaire qui permettra le succès de cette aventure.

J'emprunte à un chercheur libanais, en la modifiant légèrement, la série d'équations suivante<sup>14</sup>. Si on appelle A la culture d'accueil et B, C, D des cultures d'immigration, on peut viser les trois formules suivantes:

$A + B + C + D = A$  (assimilation, formule américaine)

$A + B + C + D = E$  (mosaïque, formule fédérale canadienne)

$A + B + C + D = A'$  (convergence culturelle, formule québécoise?)

Le choix entre l'une ou l'autre des formules devient plus difficile lorsque nous constatons qu'il existe chez nous, surtout depuis quelques années, de la part de Québécois de vieille tradition tout autant que de certains groupes ethniques, une mise en question de l'existence même d'une culture québécoise<sup>15</sup>.

Nous nous trouvons placés dans une situation très différente de celle des vieilles cultures européennes, qui s'imposent d'elles-mêmes aux nouveaux venus. L'Australie et la Nouvelle-Zélande seraient sans doute les cas analogues les plus proches.

L'assimilation forcée nous répugne et répugne à la plupart des immigrants. Le marché libre des cultures, amenant éventuellement la disparition de la culture québécoise de base, comporte des risques sérieux pour la paix sociale et pourrait finir par faire de Montréal un pays totalement différent du reste du Québec.

Pour clarifier si possible la question, je soumets quelques propositions qui me semblent fondamentales pour l'orientation de l'école multiculturelle montréalaise. Je les emprunte à la fois à l'expérience du Conseil de l'Europe et à celle de la France actuelle<sup>16</sup>.

1. L'histoire nous a habitués depuis quelques siècles à identifier en pratique culture, société, nation et État. Mais la situation contemporaine où surgit l'immigration massive nous ramène à une époque antérieure à celle des États-nations. Il faut considérer l'immigration elle-même comme un fait culturel, qui relativise les notions de priorité absolue de la culture d'accueil et de soumission totale des immigrants à la culture de leurs hôtes. Par conséquent, l'option pour un nationalisme rigide et fermé, et donc pour l'assimilation à tout prix, représenterait aujourd'hui et chez nous une forme de totalitarisme et en même temps un appauvrissement de la culture d'accueil.

2. L'école a toujours été le lieu par excellence de l'insertion sociale des citoyens, de leur légitimation. Elle l'est plus que jamais dans un temps où l'instruction est indispensable. Elle doit donc viser à une intégration sociale réussie pour tous les jeunes. Elle doit être «une école de la réussite», pour reprendre une formule du ministre français Chevènement. Le but de cette deuxième proposition est de définir clairement un terrain de départ: il est indispensable à la réussite humaine de tous les étudiants de solidariser les cultures de chacun avec la culture de base du pays, de les faire converger.

3. Compte tenu des thèses précédentes, l'école a deux tâches prioritaires, dont la première passe avant la seconde:

a) apprendre aux jeunes, quelle que soit leur culture d'origine, la langue et la culture du pays d'accueil; cela est essentiel pour que tous aient des chances égales de réussite sociale et professionnelle dans le pays où ils auront à vivre; b) conserver la langue et la culture des pays d'origine des nouveaux arrivés et faire connaître ces cultures (et dans certains cas ces langues) aux autres étudiants et étudiantes de l'école. Cette thèse coïncide avec les principales conclusions des recherches du

14. Selim Abou, «Problématique de l'insertion des minorités étrangères», dans la revue *Pour*, no 86 (nov.-déc. 1982), p. 57-61.

15. On verra par ex. Fédération des groupes ethniques du Québec, *Mémoire sur la culture au Québec*, Montréal, 1982; ou encore Marie McAndrew, *Le traitement du racisme, de l'immigration et de la réalité multi-ethnique dans les manuels scolaires francophones au Québec*, Montréal, UQAM et Université McGill, 1985.

16. J'utilise surtout le rapport intitulé *La culture d'origine et la culture des migrants* sous la direction de Mateo Alaluf (CDCC, Strasbourg, 1982) et un essai-synthèse excellent de Antonio Perotti, regroupant les résultats de ce «Projet» n. 7», *La lutte contre l'intolérance et la xénophobie et l'action pour une 'société interculturelle' dans les activités du Conseil de la coopération culturelle du Conseil de l'Europe, 1969-1983* (CDCC, Strasbourg, 1985). J'utilise également un important article publié par le ministre français de l'Éducation nationale, à la suite de la publication du Rapport Berque (Jean-Pierre Chevènement, «L'immigration à l'école de la République», dans *Hommes et Migrations* n. 1088 (15 jan. 1986), p. 6-20). M. Chevènement a été remplacé par M. René Monory le 20 mars dernier.

Conseil de l'Europe et avec celles du Rapport Berque<sup>17</sup>.

4. Au Québec, et en pratique à Montréal, la conclusion des trois propositions précédentes est que la langue et la culture de l'intégration sociale sont prioritairement le français et la culture québécoise. Ceci n'exclut pas la réalité d'une deuxième culture québécoise d'accueil, anglophone et porteuse d'une histoire en bonne partie commune avec celle des francophones. Mais une priorité demeure du côté francophone. L'école québécoise ferait du mauvais travail si elle donnait l'illusion, aux étudiants comme à leurs familles, qu'on peut arbitrairement se socialiser en anglais à Montréal comme on le ferait légitimement à Toronto ou à Vancouver. Et le fait que certaines familles considèrent le Québec comme un tremplin temporaire, en vue d'émigrer vers l'Ouest canadien ou les USA ne justifie pas de céder sur la francisation.

Si on sait choisir la formule appropriée de scolarisation, nous pouvons continuer d'accueillir cordialement des immigrants et des réfugiés au Québec, avec la garantie suffisante de voir la vieille culture québécoise devenir en l'an 2000 un meilleur art de vivre.

5. L'école québécoise des régions plus marquées par l'immigration, particulièrement à Montréal, doit pratiquer intensément et méthodiquement l'enrichissement culturel par le contact avec les cultures immigrantes. Les enfants d'immigrants doivent voir la culture de leurs parents présentée en classe dans toute sa dignité<sup>18</sup>.

6. Cette pratique d'une convergence culturelle qui respecte à la fois la priorité de la culture d'accueil et la réalité des cultures immigrées requiert chez les maîtres une solide formation à la pratique des droits humains en contexte scolaire. Elle requiert également une initiation aux droits humains pour tous les étudiants et étudiantes dès le début de la scolarisation. Cette initiation et cette pratique sont indispensables, qu'il s'agisse des droits individuels ou des droits collectifs, si on veut assurer sérieusement une égalité de chances à tous<sup>19</sup>.

7. La formation des maîtres et institutrices qui doivent travailler en milieu interculturel doit par conséquent assurer quelques acquis indispensables:

— elle ne peut pas constituer seulement une spécialisation; tous les maîtres doivent être touchés. Par ailleurs, les classes d'accueil requièrent les maîtres et institutrices les plus expérimentés. Et comme il s'agit d'une tâche difficile, ils doivent être particulièrement valorisés dans la profession.

— Au niveau de la formation première et du recyclage, le point le plus important est sans doute la connaissance élaborée de l'application des droits humains en situation scolaire; il faut apprendre à créer une communauté où les droits humains sont le principe de la coexistence.

— Également essentielle est une bonne connaissance de la psycho-pédagogie de la famille immigrée et des jeunes immigrés, ainsi qu'une sérieuse analyse sociale de la situation de ces familles ici, au Québec.

— Le maître doit apprendre à accepter l'enfant, l'adolescent, l'adulte immigrant en situation scolaire, tel qu'il est, en s'adaptant à ses besoins, en favorisant son insertion sociale, son développement affectif et intellectuel et son épanouissement dans le Québec avec les Québécois, dans une perspective d'enrichissement mutuel, en mettant en valeur son identité

culturelle et sa langue, en lui assurant l'égalité de chances sur les plans de la scolarisation et de la formation professionnelle, et tenant compte, si tel est le cas, de ses études antérieures dans son pays d'origine.

— Comme notre pluriculturalisme est exceptionnellement varié, la formation de l'enseignant implique une information et un intérêt soutenus pour la culture, la civilisation, la religion, le système éducatif des pays d'origine de ses étudiants concrets.

— Dans ce contexte, il serait heureux d'explorer davantage l'expérience de plusieurs pays européens où des accords internationaux permettent d'engager des enseignants venus des pays d'origine pour des périodes assez prolongées; on devrait au moins, à mon avis, organiser des sessions d'information données par des éducateurs étrangers provenant des principales cultures représentées parmi nous, à l'usage des maîtres et dans leur cadre professionnel de perfectionnement.

— Les expériences faites, heureuses ou non, doivent être publiées et connues. En particulier, les projets-pilotes doivent servir à tous.

— Enfin, la nouvelle situation interculturelle requiert tellement de changements d'optique que le travail d'équipe des éducateurs est pratiquement essentiel. Mieux que l'effort individuel, la collaboration permet de faire de chacun un catalyseur et un interprète, qui sait créer des situations d'interaction qui permettent à tous les partenaires dans une classe une transformation mutuelle et dynamique vers l'interculturalisme d'attitude et de comportement.

8. La révision des manuels scolaires, déjà en cours, doit continuer, de façon à ne pas contredire l'effort de respect de toutes les cultures qui est à la base de l'option multiculturelle. À noter cependant que les cultures concrètes ont des options contradictoires, qui ne devront pas être passées sous silence. Ainsi, une culture qui n'admet pas la liberté démocratique, qui dévalorise la femme, qui institutionnalise un apartheid de classe ou de religion, qui refuse les traditions juridiques du pays d'accueil, devra se soumettre à la critique de la convivance et d'une acceptation commune des mêmes droits humains.

9. La collaboration des médias électroniques, particulièrement de la radio et de la télévision, est indispensable à l'école multiculturelle. Un pays d'accueil comme le Québec se doit d'avoir la même politique de convergence culturelle dans ses écoles et dans ses médias.

En conclusion, je rappelle que beaucoup de milieux à tendance raciste parlent ici de seuil de tolérance. On cite souvent l'historien Pierre Gaxotte qui aurait fixé ce seuil à 7% de la population. Mais je puis assurer qu'aucun sociologue sérieux n'accepte cette notion. C'est plutôt de seuil d'intolérance qu'il faut parler! Si on sait choisir la formule appropriée de scolarisation de nos jeunes venus de l'immigration, nous pouvons continuer d'accueillir cordialement des immigrants et des réfugiés au Québec, particulièrement à Montréal où se concentrent plus de 90% de nouveaux arrivés, avec la garantie suffisante de voir la vieille culture québécoise (A) devenir en l'an 2000 un meilleur art de vivre (A'). ■

17. Jacques Berque, *L'immigration à l'école de la République*, Paris, Centre national de documentation pédagogique, 29, rue Ulm 75230 Paris, 1985.

18. Voir par ex. Michel Oriol, «Les cultures populaires en émigration», dans *Migrations et pastorale* n. 170 (sept.-oct. 1984), p. 6-12.

19. On verra en particulier Louis Porcher, *L'éducation des enfants des travailleurs migrants en Europe: l'interculturalisme et la formation des enseignants*, Conseil de l'Europe, CDCC, Strasbourg, 1981; aussi Micheline Rey, *op. cit.* et Antonio Perotti, *op. cit.*

# lectures

Michel Régnier: L'Humanité seconde □ Margaret Atwood: The Handmaid's Tale □ Collectif: Artisans de paix □ Stanislas Breton: Deux mystiques de l'excès □ Mortimer J. Adler: Ten Philosophical Mistakes.

## L'humanité seconde

ah, qu'il est frustrant, ce livre! Non pas à cause des problèmes qu'il touche. Ils sont, à mon avis, fondamentaux: les formes d'aide au tiers monde et de coopération internationale, qu'il faut absolument critiquer et approfondir. Mais le volume est déplaisant par sa façon bilieuse et désorganisée d'aborder ces sujets.

Lecture ardue que cette litanie de protestations où l'auteur n'analyse jamais rien en profondeur ni en substance. Bien sûr, je proteste avec lui devant les excès de nos sociétés de consommation face aux énormes besoins du tiers monde; devant la multiplication des rapports techniques qui ne servent qu'à promouvoir leurs auteurs et à enrichir leur «curriculum»; devant des dépenses qui n'ont souvent rien à voir avec les besoins réels des destinataires et qui relèvent de décisions purement technocratiques; devant la multiplication des organisations nationales et internationales dont les structures absorbent des quantités phénoménales de fonds.

Oui, je proteste, moi aussi, car il y a des aspects accablants dans le dossier coopération et développement. Je pense qu'il est urgent de réfléchir en profondeur sur le type d'aide que nous apportons à travers les organisations de développement, dont je suis d'ailleurs une travailleuse. Mais il m'est difficile de suivre l'auteur dans sa réflexion car, lorsqu'il s'agit de pointer les causes, il est simpliste et,

ce qui est plus grave, souvent inexact.

Michel Régnier ne nous fait pas comprendre ce qui engendre le sous-développement non plus que la complexité du phénomène de l'aide au développement. Il ne s'interroge pas sur les intérêts sous-jacents des différents acteurs en cause. Il ne parle que d'égoïsme, de courte vue, d'ambition, de corruption, de cupidité, sans jamais toucher aux mécanismes profonds.

Ceux qu'il accuse ne sont pas les plus coupables. À quoi bon incriminer, par exemple, les citoyens canadiens parce que leurs luttes, ici au Canada, seraient dérisoires face aux maux du tiers monde?

Bref, il n'y a pas d'analyse, seulement une suite de constatations désarticulées: le tourisme qui détruit les régions et les cultures. L'ethnocentrisme de nombreux fonctionnaires qui ne comprennent rien, l'incapacité des médias d'aller au-delà des événements percutants... Tout cela est vrai, mais c'est dit sans nuance, sans ordre et, surtout, superficiellement. En plus, des affirmations politiques de fond ne sont pas étayées. Le lecteur reste devant une argumentation incomplète sur les régimes de l'Est, sur le Nicaragua et bien d'autres questions. Être critique est une obligation, mais porter des accusations sommaires et sans fondement est une chose inadmissible dans un monde où la lutte idéologique est si féroce.

À travers ces quelque 200 pages de bile, l'auteur tente d'expliquer le rôle du cinéma comme instrument éducatif. Encore une fois, nous nous retrouvons en face d'une proposition assez limitée

où tout se résume à la nécessité de bons documentaires sur les besoins du tiers monde. C'est vrai, mais aucun lien n'est fait entre l'instrument et la nécessité d'organisation, les projets d'éducation sous-jacents. L'instrument est considéré comme un tout. C'est le règne absolu de l'outil, sans l'analyse de son usage: en fonction de quel projet, de quel développement et de quels besoins? Tout n'est pas homogène dans le tiers monde, les intérêts sont divergents; il ne suffit pas de parler du «bon» développement pour faire un «bon» documentaire cinématographique.

Ceci dit, je crois malgré tout -- et surtout malgré l'auteur -- que le cinéma a un rôle à jouer dans le tiers monde. ■

Hélène Lagacé

## Le conte de la servante

depuis la fin du vingtième siècle, on peut dire que les États-Unis n'existent plus. Un coup d'État militaire a fait disparaître la classe dirigeante américaine: le président, le vice-président et tous les membres du Congrès ont été éliminés. De l'alliance entre les courants religieux fondamentalistes (genre «Moral Majority») et les mouvements de femmes antiféministes (genre «REAL Women») est née une dictature puritaine et fanatique, qui rappelle étrangement l'Iran des ayatollahs, son intolérance, ses exécutions

publiques, sa mobilisation guerrière. Sauf qu'au pays de Galaad -- ainsi s'appellent désormais les États «libérés» -- ce n'est pas la lettre du Coran mais celle de la Genèse qui fait loi.

Il faut dire que la situation était devenue intenable: la pollution de l'environnement physique et la décadence morale menaçaient la survie de la race blanche dans l'hémisphère nord. Accidents nucléaires, déchets toxiques et radioactifs, mort des océans, d'une part, contraception et crise de la famille, pornographie et violence à l'égard des femmes, épidémies de maladies transmises sexuellement, d'autre part, imposaient de toute urgence la protection du patrimoine génétique, la discipline des mœurs et des idées.

La nouvelle société, en état de rééducation collective, est rigoureusement hiérarchisée. Seuls les hommes peuvent avoir un emploi à l'extérieur du foyer, eux seuls peuvent posséder et administrer l'argent informatisé qui règle la vie économique. Ils occupent les divers échelons d'une bureaucratie policière qui encadre des soldats, des gardiens, des informateurs... jusqu'à l'élite des «commandants».

Quant aux femmes, outre les «prolétaires», occupées à subsister, elles sont maintenant spécialisées, en ce sens qu'elles se partagent les tâches féminines traditionnelles en fonction de leur classe. Au sommet, les «épouses», maîtresses de maison vouées au jardinage et au bénévolat; au bas de l'échelle, les «Marthes» formant le personnel domestique; restent les «servantes», chargées de la reproduction, appelées à compenser la stérilité des épouses (il est entendu que seules les femmes peuvent être stériles) en engendrant et en enfantant «sur les genoux de leur maîtresse», comme au bon vieux temps des Patriarches de la Bible. Les rebelles disparaissent ou sont exilées aux «Colonies», là où on traite les déchets toxiques...

Ce «meilleur des mondes» d'après 1984, nous le découvrons à travers les confidences d'une servante en fuite. Dans son récit, le quotidien de sa détention dans une demeure patricienne du Massachusetts alterne avec les souvenirs de sa rééducation au Centre Rachel et Léa et avec la nostalgie de sa vie d'autrefois, la nôtre...

Étonnant morceau de politique-fiction, *Le conte de la servante* est avant tout un roman réussi, composé avec soin et peuplé de personnages attachants, aussi complexes que nous; c'est que la langue de l'auteure, sobre et journalière à première vue, éclate par intermittences: quelques lignes de «flux de conscience» valent bien des manifestes! Cela donne, par exemple, un extraordinaire Notre

Père, où la prière de l'opprimée, d'une justesse et d'une vérité toutes modernes, réinvente - c'est le paradoxe - l'espérance des pauvres de la Bible.

Certains critiques ont dénoncé le manque de réalisme politique du roman: la solide démocratie états-unienne ne s'effondrera pas l'an prochain, la réaction antiféministe et fondamentaliste serait un tigre de papier. C'est passer à côté de l'essentiel. Regard malicieux et mélancolique jeté sur notre société, ce roman extrapole des dangers et des tendances qui existent en Amérique du Nord et il met en scène un débat réellement en cours entre la génération des féministes des années 60 et leurs filles. Ce conte est une parabole: il donne à réfléchir en représentant de manière dramatique ce qu'on a pris l'habitude d'appeler l'enfermement des femmes.

Margaret Atwood domine depuis quelques années la littérature anglo-canadienne. Avec ce livre, elle s'impose, à juste titre, sur la scène internationale. ■

Albert Beaudry

## Artisans de paix

En cette Année internationale de la Paix, c'est un petit manuel de grande qualité que viennent de produire une vingtaine d'auteurs de chez nous aux Éditions Novalis. À voir la somme de renseignements que contiennent ces pages, les pistes d'action proposées et les réflexions profondes qui sont suggérées, on ne pourra certes plus soupçonner les artisans de paix de n'être que de doux rêveurs!

Ce livre contribuera à faire le ménage dans nos «prêts à penser», depuis la supposée neutralité du Canada jusqu'à la «guerre juste» que la théologie catholique défendrait encore... Face à la hantise d'une «défense» qu'il faut à tout prix assurer, trois simples questions nous ramènent au bon sens: quelles sont les menaces réelles? Qu'avons-nous réellement à défendre? Et quel prix sommes-nous prêts à payer? Des données objectives sur les arsenaux comparés des deux grandes puissances viennent jeter quelques doutes sur les discours alarmistes des militaires. Une foule d'encadrés renseignent en quelques mots sur des réalités que nous arrivons mal à définir malgré que nous en entendions parler tous les jours, comme par exemple l'OTAN, NORAD, DPSA...

Dans un langage simple, les auteurs répondent aux questions que souvent nous n'osons plus poser tellement s'est imposé un certain langage militariste. Véritable manuel d'action, ce livre donne,

à la fin de chaque chapitre, des pistes de travail, des suggestions d'engagement individuel ou collectif, des jalons de recherche...

Une idée sous-tend tout le volume: la paix se construit au jour le jour, dans nos milieux quotidiens, par tous ceux et celles qui font autour d'eux la justice.

On sait que le gouvernement nous promet pour bientôt un *Livre blanc* sur la défense. Les citoyens seront invités à donner leur point de vue. Compte tenu de l'incroyable propagande dont nous sommes les victimes tant de la part des super-puissances que de notre propre gouvernement, il serait bon que *Artisans de paix* soit largement diffusé chez les chrétiens. On nous apprend d'ailleurs qu'un premier tirage (25 000) est déjà épuisé et qu'on en est à une deuxième impression. Bravo! ■

Fernand Jutras

## Deux mystiques de l'excès

Dans ce livre, Stanislas Breton place son analyse sous l'horizon de l'étrange. Entreprise surprenante, mais que justifie pleinement la préoccupation de l'auteur: jeter une lumière neuve sur le problème des deux voies de la mystique et sur les enseignements que nous devons en retirer.

Rien ne laissait prévoir le rapprochement risqué par Breton entre deux mystiques aussi différents que Maître Eckhart (1260-1327/8) et Jean-Joseph Surin (1600-1665). D'ailleurs, Breton n'est aucunement attiré par les facilités du comparatisme. Eckhart et Surin existent, et cela suffit; ils sont en vertu de leur voie. Ils figurent un chemin, une «odologie» dont ils représentent chacun une forme inédite. L'examen de leurs écrits permet de préciser la réponse à la question: comment entendre ce qu'a voulu nommer le substantif «mystique»?

Les deux premiers chapitres, à peu près d'égale longueur, sont consacrés respectivement à Surin et à Eckhart. Breton se défend bien de faire oeuvre d'historien. Son attention porte plutôt sur certaines constantes, d'autant mieux dégagées qu'elles s'orientent sur ce que Breton appelle la poussée, l'élan fondamental qui marque la vie et la pensée de ces deux mystiques: l'instinct de grandeur chez Surin, le transit chez Eckhart.

Ce qui caractérise les analyses de Breton, c'est avant tout l'attention constante au langage, aux métamorphoses du langage religieux, à l'itinérance du dire. Seule cette attention exemplaire

évitent les oppositions faciles entre vie et pensée, la réduction de ce qui paraît obscur à de banales incohérences qui n'expliquent rien et empêchent au surplus de déceler dans le langage l'impossibilité de s'arrêter quelque part. Eckhart et Surin, chacun à leur manière, déplacent les questions traditionnelles. D'où la nouveauté de leur langage et l'audace de leurs affirmations. De toute évidence, l'essence de la logique n'est pas et ne peut pas être logique; pour Breton, c'est la mystique qui est bel et bien le principe «non logique» de la logique. C'est pourquoi le langage mystique, par son excès, mortifie toute catégorie et fait appel à l'inouï de l'humain et du divin. Contrairement à ce qu'on peut encore penser, la mystique n'a rien de statique. Dans ses deux représentants exemplaires que sont Eckhart et Surin, le langage mystique réfère avant tout à des mouvements, des relations, des opérations qui dynamisent des incompatibles et visent la coïncidence des opposés.

Le troisième et dernier chapitre est intitulé «Transit». Étrange demeure que celle des mystiques Eckhart et Surin: l'être-dans, le «lieu» qui les attire ne se déploie que dans un être-vers de libre mobilité, d'autant plus libre que l'espace à parcourir est à la mesure de l'immensité divine. Le spirituel est toujours en marche alors même qu'il ne cesse de demeurer là où est son trésor. Parce qu'elle suspend une trop quotidienne perception des choses, la mystique exige un regard neuf qui refuse de briser le lien qui l'unit à une poésie du sensible.

Dans le renouveau d'intérêt pour la mystique qu'on peut constater ces dernières années, Breton rappelle fort à propos que tant dans sa vocation d'unification (hénologique) que dans sa vocation d'exode, la mystique rejoint radicalement notre difficulté d'être, de dire et de penser.

Breton dédie ce livre à Michel de Certeau dont les travaux remarquables sur Surin et les autres écrits sur la

spiritualité, notamment son dernier livre *La fable mystique* (Paris, Gallimard, 1982), ont grandement contribué à une compréhension renouvelée de la tradition spirituelle et mystique. Cette dédicace devait malheureusement, quelques semaines après la parution du livre, se changer en «in memoriam», suite au décès de Michel de Certeau, le 9 janvier dernier. ■

Maurice Boutin

## Dix erreurs en philosophie

Curieusement, il y a des servitudes qu'on aime et des erreurs que l'on chérit. Agissent ainsi non seulement les gens simples ou impulsifs mais même les philosophes les plus célèbres. Sans regarder à la peine, on s'ingénie à rendre acceptables les conséquences les plus énormes de ses erreurs. L'inquiétant est qu'on y réussit.

Cette tendance, particulièrement marquée — ou remarquée — depuis Descartes, a fini par paraître typique de la philosophie et lui a beaucoup nui, dit Mortimer Alder. L'auteur a choisi une dizaine de ces erreurs, parmi celles qui sont encore les mieux reçues aujourd'hui; il montre leur origine, leur incidence dans les confusions où se débat le monde actuel et tente d'expliquer leur étrange persistance.

Pourquoi tant de penseurs ont-ils voulu soutenir à tout prix que nous ne savons rien du monde extérieur? qu'il n'y a qu'une forme de connaissance, celle des sens? qu'on peut établir la vérité des faits mais non justifier les valeurs qui ne seraient rien d'autre qu'une appréciation personnelle, forcément différente d'un individu à l'autre? que la liberté n'est qu'un leurre ou un accident dans le jeu prévisible des influences et la morale, une opinion? Comment peut-on annoncer triomphalement que l'humanité en pièces peut tout de même — enfin? — s'en remettre à la science pour décider de tout?

Adler montre bien les définitions sommaires posées au départ et, en cours de route, les contradictions savamment étirées qui donnent l'impression d'avoir échappé à l'inadmissible. Il pointe, dans les maux de notre temps, les traces encore vives de ces blessures à la vérité. L'exposé est clair, serein, direct dans ses précisions, sans ironie. Il reconnaît comment a pu jouer l'ignorance du penseur, influencé par son époque.

Ce disciple fervent mais lucide d'Aristote et de Thomas d'Aquin, dans un temps qui les ignore et s'en félicite, a dû pourtant ressentir vivement cette sorte de mépris d'une lumière qui nous serait bien utile. La conviction qu'il peut, à 80 ans, dépasser sa propre réaction pour clarifier ce qui doit l'être, l'amène à sous-estimer la force justement de cette réaction dans l'histoire déconcertante de la pensée. C'est qu'il faut beaucoup de courage pour réagir contre un courant généralisé. Et quand on a la conviction d'avoir ainsi libéré la réflexion des routines ou des partis-pris, comment se méfier de cette réaction libératrice? Ainsi Adler cède lui-même à sa réaction contre les excès de la pensée moderne quand il cite Merleau-Ponty («c'est la nature de l'homme de ne pas avoir de nature») pour montrer qu'on rejette aujourd'hui le concept de nature. Dans cette formule, volontiers paradoxale, Merleau-Ponty veut plutôt attirer l'attention sur le fait qu'on doute que le concept de nature ait des contours aussi nets et définitifs pour nous qu'on a pu le laisser croire. Il revendique, lui aussi, la nécessité d'une organisation originelle, d'un «donné» qui conditionne toujours la réflexion, mais il parle de «sens» au lieu de nature.

C'est dire que ce volume, par ce qu'il clarifie et par ce qu'il illustre à son insu, est un bon stimulant à la réflexion sur les risques et les conditions de tout progrès de la pensée, y compris ceux de la philosophie. ■

Roger Marcotte

# références

Michel Régnier, *L'Humanité seconde. Un cinéaste face au tiers monde*, Ed. Hurtubise, Montréal, 1985; 276 pages.

Margaret Atwood, *The Handmaid's Tale*, McClelland and Stewart, Toronto, 1985; 324 pages.

*Artisans de paix*, ouvrage collectif sous la direction de Pierre Dufresne,

Novalis, Ottawa, 1986; 223 pages.

Stanislas Breton, *Deux mystiques de l'excès; J.-J. Surin et Maître Eckhart*, Cerf, Paris, 1985; 193 pages.

Mortimer J. Adler, *Ten Philosophical Mistakes*, MacMillan Publishing Co., New York, 1985; 200 pages.

# dépêches

Faut-il y voir un signe des temps? *Vis-à-vis*, le dernier bulletin du Centre national d'information sur la violence dans la famille (Santé et Bien-être Canada) est consacré à la recherche de fonds. Se voulant une «source d'encouragement et d'idées qui produiront des résultats tangibles», ce bulletin souligne les limites de l'aide à espérer du gouvernement fédéral et encourage les **organisations bénévoles** à développer des sources autonomes de financement. Tout le monde s'entend sur l'importance d'une certaine autonomie financière des organismes bénévoles; reste que l'appel à l'autonomie ne devrait pas signifier une déresponsabilisation des organismes gouvernementaux qui ont eux aussi un rôle à jouer...

La curie mexicaine évalue à 45 millions le nombre de catholiques qui ont quitté l'Église pour rejoindre les **groupes fondamentalistes américains** qui s'implantent en Amérique centrale et en Amérique latine depuis un certain nombre d'années. Les causes de ce mouvement sont multiples, mais chose certaine ces sectes, consciemment ou non, renforcent le conservatisme idéologique et s'opposent farouchement à tous les mouvements populaires, les accusant d'être inspirés par Satan ou le communisme. Ces sectes bénéficient de généreux appuis financiers venant des États-Unis et connaissent une croissance rapide, malgré les mises en garde répétées des évêques latino-américains. Elles constituent une menace non négligeable au développement des communautés de base. (IPS)

*Réfugiés*, la publication de l'Office des réfugiés du Conseil mondial des Églises a consacré un récent numéro à la **situation des réfugiés palestiniens**. Trop souvent ignorés par la communauté internationale, déchirés par le tumulte politique qui ravage leurs terres d'asile, soumis à des pressions de toutes sortes, ces réfugiés sont laissés sans espoir, sans terre, sans possibilité d'accès aux services de santé, d'éducation. On ne peut qu'être frappé par l'immense disproportion entre leurs besoins et les ressources financières qui leur sont consacrées... On peut obtenir gratuitement copie de cette publication en en faisant la demande à l'Office des réfugiés, Conseil mondial des Églises, 150 route de Ferney, 1211 Genève 20, Suisse.

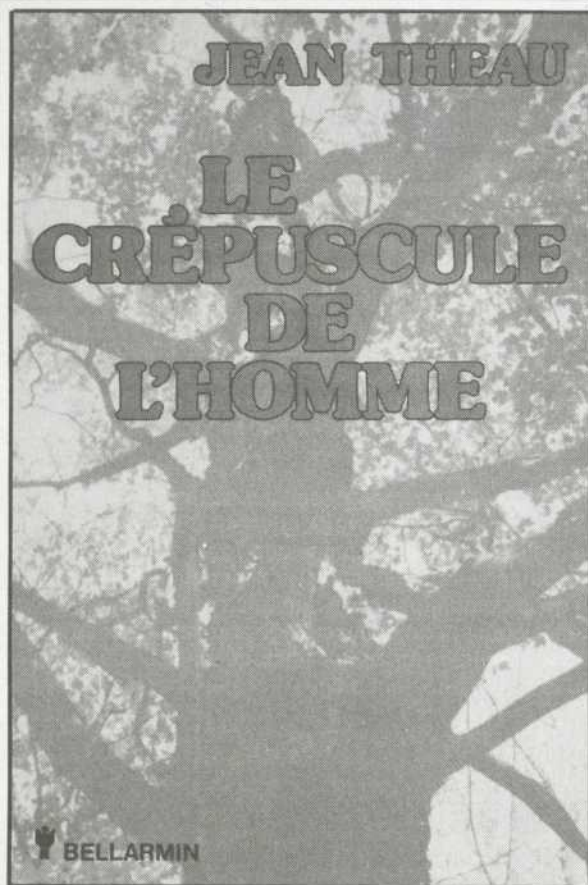
La Ligue des droits et libertés a publié récemment une brochure sur le **Décret sur la planification d'urgence**. Ceux et celles qui ont oublié toutes les violations des droits fon-

damentaux qu'ont entraînés les événements de 1970 auraient certes intérêt à se rafraîchir la mémoire en lisant cette publication de la LDL. On a peine à imaginer tous les pouvoirs que peuvent se donner nos gouvernements sous le couvert de la «sécurité nationale». La raison d'État ne repose pas toujours sur le respect des droits fondamentaux des citoyens et des citoyennes qui le composent... (LDL, 1825, rue Champlain, Montréal, H2L 2S9)

Le mensuel londonien *Africa Now* présente chaque mois le cas d'un **prisonnier de conscience**. Ainsi, on présenta récemment le cas du jésuite Gabriel Barakana, qui se trouve actuellement en prison au Burundi. Le père Barakana, âgé de 70 ans, est l'ancien recteur de l'Université du Burundi; il a été condamné à quatre ans de prison sous des accusations de complicité dans la rédaction d'une lettre anonyme protestant contre les restrictions gouvernementales en matière d'activités religieuses. Voilà qui en dit long sur la liberté d'expression et d'association dans ce pays d'Afrique centrale. (*Bulletin d'information africaine*, 15 mars 1986)

Les évêques mexicains pourraient lancer un appel au **boycottage des prochaines élections** du pays si les autorités ne donnent pas toutes les garanties que les candidats du Parti révolutionnaire institutionnel (au pouvoir depuis plus d'un demi-siècle) ne seront pas indûment favorisés. Le président du Mexique a répondu à cet appel en rappelant à la hiérarchie catholique que la constitution du Mexique interdit explicitement au clergé de se mêler des affaires politiques du pays. Pour sa part, l'évêque de Veracruz, Mgr Carlos Tolovera, a soutenu qu'il est du devoir de tout citoyen de s'intéresser aux affaires politiques et que, pour le chrétien, l'engagement dans les choses politiques peut même devenir une obligation imposée par sa conscience. On voit que la tension monte encore entre l'Église et le gouvernement du Mexique... (IPS)

**Le Regroupement action milieu (RAM)** n'est plus affilié à la Jeunesse indépendante catholique internationale. Après une analyse des mouvements internationaux, le RAM a présenté une demande d'affiliation au Mouvement international des intellectuels catholiques. Pour mieux connaître le RAM, ce mouvement qui veut regrouper les chrétiens et chrétiennes de la classe moyenne, on peut s'adresser à Pierre Vigeant, au 25 ouest rue Jarry, Montréal, H2P 1S6 — (514) 387-2541.



LE CRÉPUSCULE  
DE  
L'HOMME

par Jean Theau

Comme pour tenir à tout prix un vieux pari fait par ses ancêtres, l'homme contemporain, désenchanté de soi, s'obstine à croire que l'intensification de ses travaux savants devrait lui ouvrir «les lendemains qui chantent».

Trop de nos contemporains ne voient pas ce qu'il y a d'illusion dans cette obstination et que les pires catastrophes sont à nos portes.

L'auteur cherche l'issue qui permettrait de réconcilier avec lui-même et ses frères l'homme trop souvent ennemi de soi.

161 pages, 15 \$

OBÉISSANCE  
OU  
RÉSISTANCE

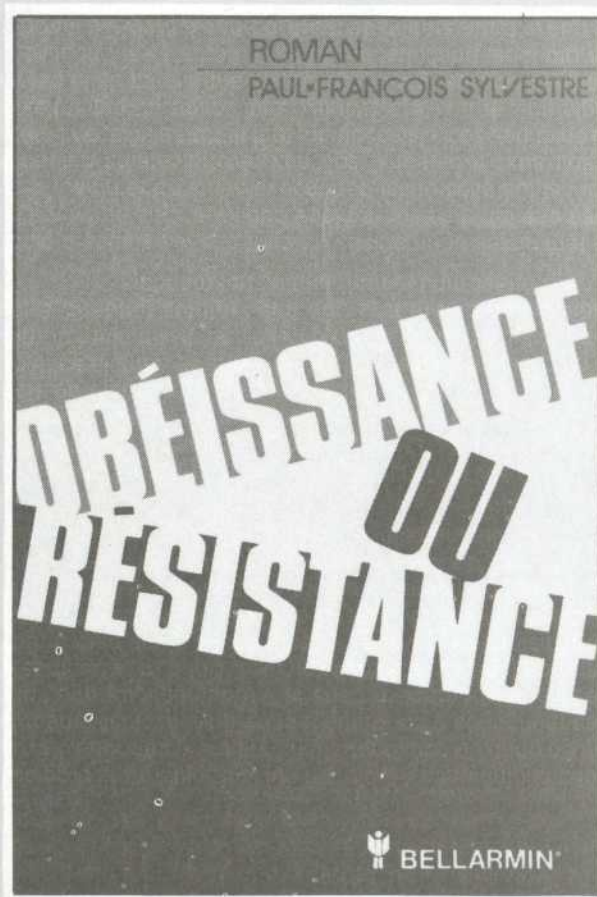
par Paul-François Sylvestre

Un roman, ou plutôt un récit romancé, qui rappelle les luttes des francophones du sud de l'Ontario pour conserver aussi bien leur langue que leur foi.

Ils ont dû combattre à la fois leur évêque, Mgr Fallon, qui ne voulait entendre que l'anglais dans ses églises et le gouvernement de l'Ontario qui avait promulgué son fameux règlement 17.

Il s'agit d'une reconstitution historique de ce que l'auteur et surtout ses parents ont vécu.

150 pages, 9,95 \$



Éditions Bellarmin  
8100, boul. Saint-Laurent  
Montréal (Québec) Canada  
H2P 2L9 — Tél.: (514) 387-2541

---

# relations

mai 1986 2,50 \$ no 520

## SOMMAIRE

---

### face à l'actualité 99

Les réfugiés attendent (T.B.) - L'Espagne sans sa chemise blanche (J.-P. R.) - L'assurance-chômage en révision (G.T.) - Qui a tué l'État-providence? (J.H.) - Les familles face à l'urbanisation (Y.L.)

---

### dossier 103

Richard Guimond	Baptême et pouvoir	103
Guy Paiement	La Sainte Trinité et le social	106
André Beauchamp	Le théologien écologiste	108
Jean-Guy Vaillancourt	Religions et nationalismes	110

---

### dépêches 112 / 126

Micheline Dumont	Les féminismes contemporains	113
Julien Harvey	L'école montréalaise et le multiculturalisme	119

---

### lectures 123

---

Photographie de la page couverture: Anne Cherié

## SOIRÉE RELATIONS: *le ticket modérateur*

Une mise à jour des services de santé et des services sociaux semble s'imposer, à l'heure des contraintes budgétaires et de la Commission Rochon. Le recours au ticket modérateur ou la

privatisation des ressources sont-ils les seules solutions de rechange? Pour éclairer ce débat, nous avons invité au panel:

- Jean-Pierre Bélanger, Fédération des CLSC
- Gilles Desrochers, Dép. d'administration de la santé, U. de M.
- Jean-Bernard Robichaud, Conseil canadien de développement social

Le lundi 5 mai 1986, de 19h30 à 22h00, à la Maison BELLARMIN, 25 Jarry ouest, (métro Jarry), Montréal. L'entrée est gratuite.